

Centre d'étude de la vie politique

Les Cahiers du
Cevipol

**La « troisième voie » :
une invention libérale ?**

1999/2

Yann GALL

e-mail :

Cevipol

39 av. F.D Roosevelt

1050 Bruxelles

<http://www.ulb.ac.be/soco/cevipol>

1. INTRODUCTION

Le système politique en Grande-Bretagne est considéré habituellement comme l'archétype du bipartisme. Pourtant, une analyse plus poussée permet de réfuter ce constat : ce n'est pas l'émergence, ou la ré-émergence, d'une troisième force politique à partir des années soixante, à travers le renouveau libéral, et surtout des années quatre-vingt, avec les succès de l'Alliance, qui est exceptionnelle, mais c'est la domination totale des deux grands partis, Travailliste et Conservateur, culminant dans les années cinquante qui est unique (96 % des votes à eux deux lors des élections de 1951 et 1955)¹.

En effet, il a fallu au moins une génération pour passer de l'affrontement Conservateurs-Libéraux du XIX^e siècle à l'affrontement Conservateurs-Travailleurs au XX^e siècle. En outre, on trouve de nombreuses périodes où des partis, autres que les deux grands, ont joué un rôle significatif. Aussi, le réalignement partisan auquel on assiste ces dernières années, n'est-t-il pas un phénomène nouveau. De 1880 à 1918, plus de 80 des 100 sièges irlandais étaient occupés par des nationalistes qui ne voulaient à aucun prix être liés aux grands partis britanniques et jouaient un rôle indépendant à Westminster. De plus, de 1886 à 1911, les Conservateurs ont été alliés à un groupe de Libéraux Unionistes (qui a oscillé entre 50 et 80 membres).

Au XX^e siècle, on a vu le parti Travailliste, devenir, à partir de 29 sièges en 1906, le principal parti d'opposition dès 1918. Cependant, le déclin libéral a pris du temps : en 1923, les députés Libéraux occupaient encore 151 sièges et 59 en 1929. Mais ils étaient tombés à 12 en 1945 et à 6 en 1951. Toutefois, il ne s'agissait pas d'une phase terminale, puisqu'aujourd'hui, la Chambre des Communes comprend à nouveau 46 députés Libéraux Démocrates. Par conséquent, l'affirmation que la Grande-Bretagne dispose d'un gouvernement majoritaire reposant sur le soutien d'un seul parti n'a été vraie

¹John STEVENSON, *Third Party Politics since 1945, Liberals, Alliance and Liberal Democrats*, coll. Making Contemporary Britain, Blackwell Publishers, Oxford 1993, p. 2 & 45.

sans équivoque que pendant la moitié des 100 dernières années. Depuis 1885, il y a eu 32 années pendant lesquelles aucun parti n'a disposé d'une majorité absolue à la Chambre des Communes, en outre dans les 68 années restantes, on compte 18 années de gouvernement de coalition, bien qu'un des partis eût été en mesure de gouverner seul. Il n'en reste pas moins que dans l'immédiat après-guerre, on a pu penser que l'alternance bipartite était devenue la norme. Les partis tiers ont à peine compté de 1945 à 1970. Ce n'est plus le cas actuellement².

Les années quatre-vingt ont marqué l'apogée, en termes de voix, d'une troisième force politique en Grande-Bretagne depuis les années vingt, où le Labour et le parti Libéral déclinant, se disputèrent déjà le statut d'adversaire principal d'un parti Conservateur dominant la vie politique³. En effet, dans ces deux situations, un système à « deux partis et demi »⁴, voire à trois partis s'est avéré favorable aux Conservateurs, une opposition divisée leur permettant de maximiser leur performance électorale⁵.

La structure et l'organisation du centre politique en Grande-Bretagne a subi une mutation de grande ampleur dans les années quatre-vingt. Jusqu'au tout début de cette décennie, la principale alternative aux Conservateurs et aux Travaillistes était incarnée par le vieux parti Libéral, dont la continuité institutionnelle remonte à 1859. A la fin de la décennie 80, les Libéraux s'étaient dissous au sein d'un nouveau parti, les *Social and Liberal Democrats* puis finalement dans le parti Libéral Démocrate; dans l'intervalle, ils partagèrent le centre de l'échiquier politique avec le parti Social Démocrate

²- David BUTLER, « Le système de partis : désalignement ou réalignment ? », *Pouvoirs*, 37, 1986, p. 23-24.
- David BUTLER, Donald STOKES, *Political Change in Britain : The Evolution of Electoral Choice*, Macmillan 1974, pp. 409-419.

³Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Britain's Changing Party System*, Leicester University Press, London & New York 1994, p. 93.

⁴John STEVENSON, *Third Party Politics since 1945, Liberals, Alliance and Liberal Democrats*, Op. Cit., p. 87.

⁵Ibid., p. 87.

(SDP), né d'une scission au sein du *Labour Party* en 1981, avant de s'unir définitivement avec celui-ci⁶.

Désalignement et mutation de l'électorat britannique

Depuis les années 50, la base populaire des partis Conservateur et Travilliste s'érode. En 1951, quand l'emprise des deux grands partis était à son paroxysme, plus de quatre électeurs sur cinq votaient Tory ou Labour. Durant le quart de siècle qui suivit, cette proportion déclina de manière continue : en octobre 1974 et 1979, elle atteignait à peine un peu plus de la moitié (56 % et 63 %).

Le déclin dans le nombre de membres individuels des deux grands partis a été encore plus abrupt : des estimations (les chiffres donnés par les partis étant rarement corrects) considèrent que les membres du parti Conservateur passèrent de 2,8 millions en 1953 à près d'un million et demi dans les années 70, et que le nombre de membres individuels du Labour s'effondra également, passant de un million à 300 000 durant la même période. Si, en 1964, 9,4 % des électeurs enregistrés de Grande-Bretagne étaient membres de l'un des trois partis nationaux, en 1992, ils n'étaient plus que 2 % (une chute de 79 % en termes proportionnels)⁷. Alors que parallèlement, l'électorat augmentait de 15 millions, que le temps libre et que les possibilités d'adhésion volontaire à des associations s'accroissaient considérablement, les deux grands partis perdaient deux millions de membres⁸. Martin Jacques, bien qu'étant l'ancien rédacteur en chef de *Marxism Today*, déclara en 1993 que la baisse du nombre de membres des partis et le déclin de l'activisme politique résultaient de l'érosion des anciens conflits idéologiques et sociologiques qui traversaient la société. Mais pour Jacques, si les partis de

⁶John CURTICE, « Who Votes for the Centre Now ? » in Don McIVER (editor), *The Liberal Democrats*, Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, Hemel Hempstead 1996, p. 191.

⁷Paul D. WEBB, « Apartisanship and Anti-Party Sentiment in the UK : Correlates and Constraints », *European Journal of Political Science*, 29 (3), apr. 1996, p. 372.

⁸Ivor CREWE, « Is Britain's Two-Party System Really About to Crumble ? The Social Democratic-Liberal Alliance and the Prospects for Realignment », *Electoral Studies*, n°1, 1982, p. 277.

classe sont moribonds en Grande-Bretagne, la vie associative non-partisane jouit désormais d'une vitalité accrue; dans ce contexte, le modèle traditionnel de démocratie représentative de type Westminster, basé sur les partis, serait en voie d'être supplanté par le développement de nouvelles formes de démocratie participative?

Un autre indicateur semble confirmer un désalignement des électeurs du parti Travailleuse et du parti Conservateur : l'évolution de l'« auto-identification partisane ». Entre 1964 et 1979, le niveau d'identification de l'électorat britannique avec les deux partis principaux a chuté de 81 % à 76 %¹⁰. L'intensité de cette auto-identification partisane a évolué également de manière négative : la proportion d'électeurs s'identifiant *fortement* avec le Labour ou les Conservateurs est passée de 38 % en 1964 à 19 % en 1979. Bien que la baisse fut très intense entre 1970 et 1974, l'attachement partisan continua de décliner entre octobre 1974 et 1979¹¹. Moins d'un électeur sur cinq pouvait désormais être considéré comme profondément loyaliste. D'une manière assez remarquable, ce déclin de l'auto-identification partisane s'est effectué indifféremment du spectre géographique et social : hommes et femmes, riches et pauvres, cols bleus et cols blancs, jeunes et vieux se sont éloignés progressivement des grands partis selon la même proportion. Cependant, une exception vient tempérer ce tableau, le désalignement partisan fut plus rapide et plus profond dans la jeune génération d'universitaires et de professions libérales que dans toutes les autres catégories. Ces deux groupes qui allaient devenir les probables *leaders d'opinion* et décideurs des trois décennies suivantes et en tant que tels, l'avant-garde de la culture politique des années quatre-vingt-dix.

Traditionnellement, l'incidence et l'intensité de l'identification partisane a toujours été directement liée à l'âge; plus la catégorie d'âge est jeune, plus sa proportion de partisans loyaux est faible. En relation avec le déclin général de l'attachement partisan, chaque nouvelle génération d'électeurs est

⁹Paul D. WEBB, *Op. Cit.*, p. 366.

¹⁰Ivor CREWE, *Op. Cit.*, 277.

devenue plus volatile dans ses préférences politiques, et il est probable que cette évolution va se poursuivre.

Suite à cette mutation, d'autres considérations que la loyauté partisane ont désormais influencé le vote de plus en plus d'électeurs britanniques. En particulier, des facteurs spécifiques du moment - le bilan gouvernemental, les problèmes d'actualité, les qualités personnelles des leaders, ... - ont pris plus de signification. A mesure que les électeurs se défaisaient de leur loyauté partisane inconditionnelle, leur vote, tout en restant conservateur ou travailliste, se fit plus hésitant. Entre 1964 et 1979, la proportion d'électeurs qui ne prenaient leur décision finale que la dernière semaine passa de 17 à 28 %, et la proportion de ceux qui avaient sérieusement pensé voter différemment en cours de campagne électorale passa de 24 à 31 %. La loyauté partisane de l'électorat britannique n'est pas seulement devenue moins certaine, elle est aussi devenue plus négative; dans le sens où de nombreux électeurs, lors des plus récentes élections, ont plutôt voté contre un parti (généralement celui qui gouverne) qu'en faveur de son concurrent : les élections apparaissent alors comme un match d'impopularité. Un sondage BBC/Gallup de 1979 confirmait ce constat : 52 % des électeurs conservateurs (et 55 % de ceux qui ne votaient pas précédemment Conservateur, ou encore 61 % de ceux qui ne décidèrent de voter Conservateur que la semaine précédant les élections) déclaraient que leur rejet du Labour était plus fort que leur soutien au Tories¹². L'affaiblissement des liens partisans, la tendance croissante à voter contre plutôt qu'en faveur d'un parti, ont produit un transfert de voix plus important durant les élections. Ainsi, durant les trois élections de 1964, 1966 et 1970, d'après les données BES (*British Election Survey*), le transfert de voix moyen entre les partis était de 32 %; lors des trois élections suivantes, février 1974, octobre 1974 et 1979, cette même moyenne passa à 37 %.

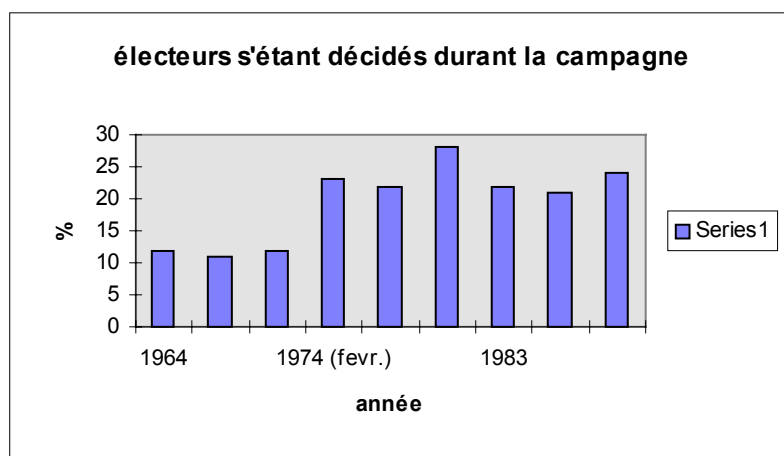
¹¹Martin HARROP, « The Changing British Electorate », *The Political Quarterly*, 53 (4), oct.-dec. 1982, p. 388.

¹²Ivor CREWE, Op. Cit., p. 278.

Tableau 1 : évolution de la volatilité de l'électorat britannique

Année	<i>A changé son vote par rapport aux élections précédentes</i>	<i>Sympathisants votant néanmoins pour un autre parti</i>	<i>S'est décidé durant la campagne électorale</i>	<i>A pensé voter pour un autre parti</i>
1964	17 %	8 %	12 %	25 %
1966	13 %	9 %	11 %	23 %
1970	15 %	10 %	12 %	21 %
1974 (février)	21 %	13 %	23 %	25 %
1974 (octobre)	15 %	11 %	22 %	21 %
1979	15 %	11 %	28 %	31 %
1983	14 %	13 %	22 %	25 %
1987	19 %	14 %	21 %	28 %
1992	17 %	17 %	24 %	25 %

Source : Heath et al. (1991: 15-19), Reiter (1989: 335), BES (1987, 1992)¹³.



¹³Paul D. WEBB, *Op. Cit.*, p. 372.

A une volatilité accrue de l'électorat s'ajoute une plus forte diversité géographique des changements électoraux. Jusqu'à la fin des années soixante, ces derniers étaient remarquablement uniformes dans leur répartition en Grande-Bretagne : en résumé, connaître le taux de transfert de voix en Cornouailles équivalait globalement à connaître celui-ci dans les Highlands. Cependant, dès les deux élections de 1974, les systèmes électoraux écossais et gallois apparurent profondément modifiés par les progrès substantiels des nationalistes du SNP (*Scottish National Party*) et du *Plaid Cymru*, de même pour le paysage partisan de l'Angleterre rurale et suburbaine, surtout dans le Sud, qui voit l'émergence des Libéraux et de leurs héritiers comme des challengers majeurs à la domination conservatrice. Les élections de 1979 se caractérisèrent par des disparités régionales encore plus marquées (Ecosse, Nord et Sud de l'Angleterre) mais aussi à l'intérieur des régions, entre les grandes villes et leur hinterland rural.

En période de désalignement, si le nombre d'électeurs indécis s'élève, cela ne remet pas nécessairement en cause le système bipartite dans la mesure où les deux grands partis britanniques attirent les électeurs de leur concurrent. S'il le font simultanément, des turbulences dans l'électorat peuvent néanmoins produire un système politique stable. Dans ce cas des élections à l'issue desquelles un parti remporte une victoire écrasante deviendraient plus fréquentes. Si l'un des partis attire et arrive à conserver de nouveaux sympathisants, le système bipartite assure sa survie, tout en brisant le traditionnel équilibre entre les partis.

Le système bipartite ne serait transformé en système tripartite ou multipartite que si un ou plusieurs partis attirent l'électorat indécis.

Cependant, des enquêtes ont démontré qu'une faible proportion d'électeurs, conservateurs ou travaillistes, qui font défection passent directement au parti adverse, la plupart s'abstiennent ou votent pour un parti alternatif¹⁴. La Grande-Bretagne a connu peu de victoires électorales écrasantes dans son histoire récente, de plus, ce type de victoires fut plus courant durant les trente ans qui ont précédé 1950 que durant les trente ans

qui suivirent. D'un autre côté, aucun troisième parti - ni les partis du Centre (parti Libéral, Alliance puis Libéraux Démocrates) dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, ni les nationalistes en Ecosse - n'a réussi à faire une percée électorale, et encore moins parlementaire, à long terme¹⁵. Seuls sont apparus d'éphémères succès électoraux, généralement situés à mi-mandat d'un gouvernement impopulaire, et qui ne se confirmèrent pas lors des élections législatives suivantes. Il y eut trois de ces « feux de paille » libéraux, et toujours sous des gouvernements conservateurs¹⁶.

Cependant, si de nombreuses preuves confirment son existence, le concept de désalignement reste problématique dans la mesure où la plupart des indicateurs électoraux pré-cités peuvent résulter de processus *autres* que ceux incarnant une rupture des loyautés sociopolitiques traditionnelles. Ainsi, la chute du taux de participation aux élections (qui n'est pas limité à la Grande-Bretagne, d'ailleurs), l'érosion de l'identification partisane et l'augmentation de la volatilité de l'électorat pourraient être expliquées par un processus de convergence idéologique entre les partis au sein du système politique. En effet, dans ce cas de figure, décider entre plusieurs alternatives devient plus difficile pour l'électeur, la loyauté partisane, ou le fait même de voter, prennent moins d'importance dans la mesure où les différences entre les partis ne semblent plus très marquées. Néanmoins, cette remarque n'affirme en rien que la convergence idéologique constitue l'explication de l'érosion du pouvoir des deux grands partis et de l'augmentation de la volatilité de l'électorat britannique. Car, si le nombre de membres des deux partis a baissé constamment depuis 1964, la distance idéologique entre Conservateurs et Travailleurs a pour le moins oscillé durant la même période (si 27,4 % de l'électorat percevait peu de différences entre Conservateurs et Travailleurs en 1964, ils étaient 35,9 % à le penser en 1974, mais à peine 12,2 % en 1992). Une autre explication à l'augmentation de l'hostilité et de

¹⁴David BUTLER, Donald STOKES, *Op. Cit.*, p. 274.

¹⁵Ivor CREWE, *Op. Cit.*, p. 279.

¹⁶*Ibid.*, p. 279.

l'aliénation envers les deux grands partis pourrait provenir de facteurs économiques.

Ainsi, il est apparu que les personnes qui considéraient que l'économie britannique s'était affaiblie durant la décennie précédant 1992 étaient nettement plus hostiles ou indifférentes aux deux grands partis que les autres individus. D'autre part, il semble que les personnes sans emploi soient incontestablement moins favorables aux deux partis dominants que les personnes ayant un travail. En conséquence, si l'érosion du clivage de classe rend l'attachement partisan moins important, il faudrait en plus une expérience comme le chômage ou la conscience d'un certain déclin économique pour le transformer en une désaffection nette à l'égard des deux grands partis¹⁷.

L'effritement des clivages de classes

Si l'on considère que la structure de classes était la base du système politique britannique et que ce dernier a changé, alors peut-être que la structure elle-même de la société a-t-elle changé. Cette hypothèse semble être une base logique pour l'explication du déclin du bipartisme en Grande-Bretagne.

Pourtant, on aurait pu imaginer une intensification plutôt qu'un déclin de la bipolarisation des classes, consécutive aux changements qui ont marqué l'après-guerre au Royaume-Uni; la classe ouvrière étant devenue plus « mature » dans le sens où la plupart des travailleurs manuels appartenaient désormais depuis deux ou trois générations à la classe ouvrière, qu'ils provenaient d'un environnement urbain, industriel dans lequel des organisations syndicales fortes étaient déjà implantées. De plus, le déclin du respect de la hiérarchie sociale, les progrès de l'éducation et la définition de plus en plus large de la citoyenneté auraient pu rendre la classe ouvrière de plus en plus hostile aux inégalités de chances et de revenu.

Intuitivement, ces arguments pourraient être aussi convaincants que la vision alternative qui considère que les années d'après-guerre, leur relative abondance (hausse du niveau de vie, du niveau d'éducation, des moyens de communication et d'information, ...), et la tertiarisation globale de l'économie¹⁸ ont vu le désamorçage du « conflit des classes ». Mais ils ne résistent pas à l'épreuve des faits au moment où le système bipartite basé sur les deux grandes classes sociales montrait des signes de déclin au moment même où, selon cette explication, il devrait atteindre sa maturité. En effet, en 1979, pour la première fois, la majorité des votes de la classe ouvrière ne fut pas émise au bénéfice du *Labour Party*, ce dernier devint dès lors un parti de la classe ouvrière, mais plus le parti de la classe ouvrière, alors qu'il commençait d'autre part à pénétrer la *middle class*¹⁹. Un sondage MORI de 1981 montra que seul 29 % de l'électorat britannique se considérait désormais appartenir à une classe sociale particulière, alors qu'ils étaient 50 % en 1964; de plus, parmi ceux qui se considéraient faire partie d'une classe sociale donnée, ils n'étaient que 15 % à s'identifier à la classe ouvrière²⁰. Alors que la loyauté de classe s'affaiblissait, le nombre de syndicalistes cherchant à servir le mouvement ouvrier en entrant à la Chambre des Communes commença également à décliner. Ils furent remplacés par des prétendants plus jeunes, issus des classes moyennes : par des enseignants, des journalistes, bref des professionnels du verbe, ceux que Hugh Berrington appelle les « classes bavardes »²¹. Paradoxalement, l'afflux de cette nouvelle catégorie de députés tira, dans un premier temps, le groupe parlementaire travailliste vers la gauche et rendit plus difficile son contrôle par le leadership. Ainsi que le déclara Roy Jenkins en 1983, « le *Labour Party* de l'époque ne retint pas la

¹⁷Paul D. WEBB, *Op. Cit.*, p. 367, 373, 376 & 377.

¹⁸David BUTLER, *Op. Cit.*, p. 25-26.

¹⁹René SALLES, « La classe ouvrière britannique et le parti Travailliste », *revue française de science politique*, 34 (2), avr. 1984, p. 235.

²⁰Martin HARROP, *Op. Cit.*, p. 391 -393.

²¹Ce mouvement s'est accéléré avec le *New Labour* de Tony Blair, ainsi au sein de la majorité travailliste de 1997 aux Communes, on trouve 55 enseignants du supérieur, 49 du primaire et du secondaire, 32 journalistes, 31 juristes, 16 administrateurs de société, 28 syndicalistes, 12 assistants sociaux, alors que l'on ne retrouve que 23 métallurgistes (27 en 1974), 7 mineurs (16 en 1974), 2 dockers, 2 électriciens, un chauffeur de taxi et un pompier. 57 % des Labour MP's sont des universitaires et 28,5 % issus d'Oxbridge. (Jacques LERUEZ, « Fin de règne conservateur au Royaume-Uni : les élections générales de 1997 », *Pouvoirs*, 83, 1997, p. 172.

leçon et fut incapable de s'adapter aux nouveaux besoins et aux nouvelles demandes²². Alors que les changements sociaux affaiblissaient la nécessité d'un parti de la classe ouvrière, le Labour ne sut abandonner le concept de lutte des classes; alors que la crise économique désespérait la population britannique, le Labour persistait à proposer des solutions qui apparaissaient de plus en plus irréalistes. Le résultat des élections de 1979 fut un avertissement final, mais la réponse du *Labour Party* fut de mener une série de réformes structurelles internes qui renforçaient des organes institutionnels qui étaient socialement conservateurs et idéologiquement d'extrême-gauche (les syndicats et les sections locales) »²³. La débâcle des élections de 1983 et 1987 en fut le résultat²⁴. « Les partis pragmatiques apprennent de leurs défaites, les partis doctrinaires se relèvent et continuent comme si de rien n'était²⁵ ». Il fallut attendre la fin des années 1980 et les années 1990 pour que le Labour s'éloigne du socialisme centraliste et revienne à des politiques plus modérées, pour finalement remporter haut la main les élections générales de 1997, en s'inspirant fortement des politiques défendues de longue date par le Centre politique britannique (parti Libéral, SDP, Alliance puis Libéraux Démocrates).

En conclusion, un lien entre l'effritement du bipartisme et l'érosion des loyautés de classes apparaît difficilement discutable; si les allégeances de classes s'affaiblissent, il n'est pas surprenant que la popularité des partis qui ont une identité de classe décline également. Cependant, le système a conservé suffisamment d'inertie pour prévenir un réalignement partisan à large échelle et sur une longue durée, mais n'a pas empêché une incontestable désaffection des deux grands partis, au profit des nationalistes

²²Hugh BERRINGTON, « La stabilité institutionnelle masque-t-elle une société en crise ? », *Pouvoirs*, 37, 1986, p. 13-14.

²³L'anecdote rapportée par Michael MEADOWCROFT (dans « The Future of the Left : a Liberal View », *The Political Quarterly*, 58 (4), oct.-dec. 1987, p. 423.) est exemplaire à cet égard : Meadowcroft, après avoir organisé une rencontre publique fructueuse entre lui-même, député libéral, et un leader du Labour de l'époque, Tony Benn, en marge du congrès libéral de 1983, Benn regretta qu'il fût impossible de répéter cet exercice au congrès du Labour, Meadowcroft demanda pourquoi, Benn lui répondit qu'« ils ne le permettraient pas », Meadowcroft proposa alors : « pourquoi vous et moi ne louerions pas une salle afin d'y tenir notre réunion ? », la réponse de Benn : « parce que le *Conference Arrangements Committee* ne permettrait pas qu'on en fasse la publicité ! ».

²⁴William RODGERS, « The SDP and the Liberal Party in Alliance », *The Political Quarterly*, 54 (4), oct.-dec. 1983, p. 356.

(écossais et gallois, alors que ni l'extrême-droite ni les Verts ne semblent progresser²⁶) et surtout des partis du Centre, Libéraux, Alliance puis Libéraux Démocrates²⁷.

2. DU PARTI LIBÉRAL AU PARTI LIBÉRAL DÉMOCRATE

Les origines

Le parti Libéral britannique fut fondé le 6 juin 1859 aux Willis's Rooms, dans la St James Street à Londres, sous l'impulsion d'un groupe de Whigs, de partisans de Peel (des Conservateurs libre-échangistes) et de Radicaux, qui désiraient unir l'opposition aux Conservateurs.

Durant les soixante années qui suivirent, les Libéraux gouvernèrent la Grande-Bretagne, bénéficiant notamment des extensions du droit de suffrage de 1867 (droit de vote pour la petite bourgeoisie et les ouvriers qualifiés mâles) et 1885 (droit de vote pour tous les propriétaires britanniques mâles); les Premiers Ministres Gladstone, Asquith et Lloyd George²⁸ dominèrent la vie

²⁵Austin MITCHELL, « Beyond Socialism », *The Political Quarterly*, 58 (4), oct.-dec. 1987, p. 389.

²⁶L'extrême-droite ne semble pas constituer une menace, à la différence de certains pays du continent; le *British National Party* n'ayant obtenu que 1,2 % en 1992 (avec un sommet à 3,6 % à Bethnal Green, East London), alors que le *National Front* obtenait un minuscule 0,8 % [avec une pointe à 1,2 % à Dudley, West Midlands]; d'autre part, les 15 % du *Green Party* (en faisant le troisième parti du pays) aux élections européennes de 1989 sont rapidement apparus comme un feu de paille, l'intérêt subi des médias n'ayant servi qu'à mettre en évidence les tensions internes au parti. En 1992, dans les 253 circonscriptions où le *Green Party* se présenta, il n'obtint que 1,3 % des suffrages en moyenne; aux élections européennes de 1994, il attira à peine 3,1 % des électeurs, avant de remonter à nouveau à près de 10 % aux dernières européennes (Paul D. WEBB, Op. Cit., p. 373).

²⁷Martin HARROP, Op. Cit., p. 394.

²⁸ - William Gladstone (1809-1898) : malgré le fait qu'il eût voulu être *clergyman*, Gladstone servit le gouvernement britannique durant 60 années et fit l'une des plus brillantes carrières politiques de l'Histoire britannique, durant le règne de Victoria, il fut 4 fois Premier Ministre. Elu au départ comme Conservateur, il s'orienta ensuite vers le libéralisme (« j'ai été élevé dans la méfiance et l'aversion pour la liberté, j'ai appris à croire en elle »), sa rivalité avec le Conservateur Benjamin Disraeli dominant la vie politique britannique de l'époque. Gladstone fut l'instigateur des plus importantes réformes sociales et politiques de la fin du XIX^e siècle : à savoir les premières aides publiques aux écoles primaires, l'ouverture d'Oxford et Cambridge aux hommes de toutes religions et surtout ses *Irish Reforms* (abolition de la dîme pour l'Eglise protestante d'Irlande pour les Irlandais catholiques, lois protégeant les paysans irlandais contre l'aristocratie terrienne, tentatives infructueuses d'introduire le *Home Rule* pour l'Irlande, ...). (*Compton's Interactive Encyclopedia*, Compton's NewMedia, Inc. 1994).

- Herbert Henry Asquith (1852-1928) : Premier Ministre libéral entre 1908 et 1916, cette période vit la pose des premières bases de l'Etat providence et l'établissement d'un système parlementaire moderne en Grande-

politique britannique durant cette période. Le gouvernement libéral de 1906-1915 entreprit des réformes parmi les plus ambitieuses du XX^e siècle en Grande-Bretagne, brisant le pouvoir de veto de la Chambre des Lords (*Parliament Act*, 1911) et posant les fondations de l'Etat providence moderne (pension de vieillesse, 1908; assurance maladie et chômage, 1911).

La Grande Guerre laissa le parti Libéral divisé et démoralisé. Tout au long des années 1920, les factions menées par Asquith et Lloyd George dépensèrent plus d'énergie à se combattre l'une l'autre qu'à lutter contre le Labour ou les Conservateurs. L'organisation et la popularité du parti Libéral se désagrégèrent, permettant au *Labour Party* de capturer les votes d'une classe ouvrière en train d'émerger, ainsi qu'une partie des votes féminins issus de l'extension du suffrage de 1918 (votes féminins à partir de 30 ans et masculins à partir de 21 ans)²⁹. Les Libéraux se réunifièrent pour les élections générales de 1929, sur base d'un programme radical et de propositions économiques keynésiennes, puis constituèrent une coalition avec les Travailleurs de Ramsay MacDonald, mais ne purent plus exercer qu'une influence minime sur le cabinet. Ils se séparèrent à nouveau au cours des années 1930 et déclinèrent de manière continue jusqu'à la seconde moitié des années 1950.

En 1957, il ne restait plus que 5 MPs libéraux alors que les candidats du parti Libéral ne s'étaient présentés que dans 110 circonscriptions (sur un total de plus de 600)³⁰.

La résurrection du parti Libéral

Bretagne, en restreignant l'influence des Lords (*The Blackwell Biographical dictionary of British Political Life in the 20th Century*, Blackwell, Oxford UK, Cambridge USA, 1990, pp. 19-22)

- David Lloyd George (1863-1945) : homme politique libéral, ministre de manière ininterrompue entre 1905 et 1922, succédant à Asquith, il fut également Premier Ministre entre 1916 et 1922. On lui doit le *Parliament Act* de 1911 qui abolit le pouvoir de veto de la Chambre des Lords (Ibid., pp. 271-274).

²⁹ *Atlas Historique*, Stock 1980, p. 380.

³⁰ « Towards a Citizens' Britain », *Liberal Democrats Principles, Policy Briefing*, Liberal Democrats, Policy Unit, August 1997.

Le premier signe d'un *revival*³¹ du parti Libéral apparaît en mars 1958, quand les Libéraux remportèrent l'élection partielle de Torrington, ce *revival* dura près de 7 mois. Les Libéraux attinrent alors un pic inattendu de 19 % dans le sondage mensuel Gallup. Cependant, lors des élections générales de 1959, ils perdirent le siège de Torrington et leur pourcentage retomba à 6 %.

Le second *revival* commença en mars 1962 et perdura durant près de 18 mois. Pendant cette seconde période, le candidat Libéral Eric Lubbock (le futur Lord Avebury) remporta une élection partielle (à Orpington), faillit en remporter quatre autres, et vit ses intentions de vote monter à 25,5 % dans le sondage du mois de mars. Pourtant aux élections générales de 1964, sa performance ne fut plus que de 11,5 % et il ne put que conserver son nouveau siège de Orpington.

Le troisième pic libéral débuta en octobre 1972 et dura près de 2 ans (persistant même durant le gouvernement Labour de février-octobre 1974). Les Libéraux remportèrent alors cinq sièges lors d'élections partielles (Rochdale, Sutton, Isle of Ely, Ripon et Berwick), et attinrent une cote de popularité de 28 % dans les sondages mensuels. Les élections générales de février 1974 furent marquées par la perte de deux des sièges remportés précédemment (Sutton et Ripon), le pourcentage des Libéraux ne fut plus que de 19,8 % et chuta encore lors des élections d'octobre 1974 pour se stabiliser à 18,8 %.

Il n'y a jamais eu ni une percée durable libérale ni un progrès continu dans le soutien au parti Libéral (et à ses successeurs), mais plutôt une série de flux et reflux. Néanmoins, chacun de ces flux libéraux a eu une durée croissante, avec un sommet de plus en plus haut et un reflux de moins en moins important³².

Durant les années 1950, les Libéraux passèrent au bord de l'extinction et ne conservèrent que quelque sièges dans leur fief séculaire de la « Celtic

³¹Poussée électorale relativement rapide et limitée dans le temps.

³²Ivor CREWE, *Op. Cit.*, p. 280.

fringe »³³ (Ecosse, Pays de Galles, Cornouailles). En effet, l'héritage progressiste était désormais accaparé par le Labour et l'alternative proposée aux non-socialistes par un parti Conservateur dirigé par des Tories modérés comme Butler, Eden et Macmillan ne laissait aucune place à un projet libéral indépendant³⁴. Dans les années 1950, le terme de « butskellisme » a été forgé pour décrire cet accord tacite entre Conservateurs et Travailleurs sur la nature du débat politique, et est symbolisé par deux hommes : R.A. Butler et Hugh Gaitskell³⁵. Tous deux, bien qu'ils fussent des adversaires politiques, acceptaient le *Welfare State* et l'économie mixte. A cette époque, le keynésianisme, en tant que concept économique, remplaça les théories classiques. Si les Conservateurs évitaient toute revanche réactionnaire, le Labour ne rejetait pas une stratégie de défense basée sur l'OTAN et ne se laissait pas tenter par le socialisme révolutionnaire³⁶. En résumé, il préférait les USA et la bombe atomique à l'URSS et aux plans quinquennaux, et s'accordait avec le parti Conservateur sur le fait que la décolonisation et le *Commonwealth* étaient des développements qu'il fallait encourager. Tout au long de cette période (et même auparavant), il y avait unanimité autour du principe selon lequel le système britannique de gouvernement était « le meilleur au monde », et que, de ce fait, toute activité extra-constitutionnelle était superflue³⁷.

Le projet libéral, durant les années qui suivirent la Seconde Guerre Mondiale, se basait quant à lui déjà sur les thèmes qu'il n'allait plus abandonner par la suite comme les réformes de la Chambre des Lords et du

³³ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 93.

³⁴ Anthony SELDON, *UK political parties since 1945*, Philipp Allan, Hemel Hempsted, Hertfordshire 1990, p. 40.

³⁵ - Richard Austen Butler (1902-1982) : chancelier de l'Echiquier conservateur, selon *The Times* « l'un des hommes d'Etat les plus influents et doué du XX^e siècle », créateur du système éducatif britannique moderne, il est considéré comme une figure-clé du renouveau conservateur d'après-guerre (*The Blackwell Biographical dictionary of British Political Life in the 20th Century*, Op. Cit., pp. 73-76).

- Hugh Gaitskell (1906-1963) : leader travailliste d'obédience sociale démocrate et technocratique, s'il ne fut jamais Premier Ministre, certains considèrent que Gaitskell « aurait pu être le grand leader politique dont la Grande-Bretagne moderne avait besoin et qu'elle ne put jamais trouver » (Ibid., pp. 163-165).

³⁶ David BUTLER, « Le système de parti : déalignement ou réalignment ? », Op. Cit., p. 27.

³⁷ Anthony BUTLER, « The End of Post-War Consensus : Reflections on the Scholarly Uses of Political Rhetoric », *The Political Quarterly*, 64 (4), oct.-dec. 1993, p. 438.

mode de scrutin, la décentralisation, la cogestion des entreprises, l'internationalisme et la protection des libertés fondamentales³⁸; néanmoins, ces desseins n'eurent presque aucun impact dans l'opinion publique de l'époque en raison de la très forte polarisation Conservateurs/Travailleurs de la vie politique britannique qui ne laissait pas de place à l'expression d'une troisième voie à travers le parti Libéral. En effet, ces années étaient défavorables aux Libéraux, leurs positions nuancées et complexes étaient en décalage et ne s'intégraient pas dans le schéma bipartite³⁹ : les électeurs étaient perplexes devant un parti résolument anti-communiste qui s'en prenait au programme de nationalisation du Labour mais qui préconisait la cogestion des entreprises et était très critique vis-à-vis des monopoles privés et du colonialisme (le parti Libéral condamna l'intervention militaire de Suez en 1956)⁴⁰.

En 1962, la surprenante victoire libérale lors d'une élection partielle à Orpington, ville de banlieue du Kent traditionnellement conservatrice, confirma la résurrection du parti Libéral. Cette victoire d'Orpington est à replacer dans le contexte d'un gouvernement conservateur impopulaire et d'un parti Travailleur divisé, le vote libéral apparaissant au premier abord comme un vote de protestation; montrant ainsi l'une des caractéristiques du renouveau libéral de la deuxième moitié du XX^e siècle, les Libéraux ne font leurs meilleurs scores que dans certaines conditions identiques : un gouvernement conservateur impopulaire et une opposition travailliste affaiblie. Pourtant, un autre phénomène a sans doute joué un rôle important : l'émergence d'une nouvelle sorte d'électeurs ne votant plus prioritairement en référence à leur appartenance de classe. En effet, les années cinquante ont vu, suite au progrès de l'éducation et des conditions matérielles, l'émergence d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse et ne raisonnant plus en termes d'allégeance de classe à un parti, Gaitskell, leader

³⁸John STEVENSON, *Third party politics since 1945, Liberals, Alliance and Liberal Democrats*, Op.Cit., p. 33.

³⁹Nicolas ROUSSELLIER, *L'Europe des Libéraux*, Coll. Questions au XX^e siècle, Identités politiques européennes, Complexe, Bruxelles 1991, p. 202.

⁴⁰John STEVENSON, Op. Cit., p. 33, 34, 35 & 47.

du Labour dans les années cinquante, y vit les signes « d'une rupture des loyautés politiques traditionnelles »⁴¹.

La victoire d'Orpington incarne également un paradoxe que ni le parti Libéral ni ses successeurs de l'Alliance ou des Libéraux Démocrates n'arriveront à résoudre : leur prétention à remplacer le Labour comme adversaire attitré des Conservateurs s'est heurtée à la quasi-impossibilité de percer dans les circonscriptions travaillistes⁴².

Le parti Libéral passa de son minimum historique de 6 sièges remportés lors des élections générales (législatives) de 1959, à 9 en 1964, puis à 12 en 1966 malgré la concurrence nouvelle des partis nationalistes gallois (*Plaid Cymru*) et écossais (SNP) dans ces régions traditionnellement libérales qui constituent la *Celtic fringe*. Le succès des Libéraux fut pourtant de courte durée, ne réapparaissant pas durant les élections législatives de 1970 : le parti Libéral n'y emporta plus que 6 sièges⁴³. Le parti Libéral connut néanmoins une série de succès éphémères dans des élections partielles en 1972 et 1973⁴⁴. Les élections législatives de 1974 furent marquées par la victoire du Labour mais également par une nouvelle percée des Libéraux qui s'adjudèrent pas moins de 14 sièges, cette performance poussant le premier ministre conservateur sortant, Edward Heath, à ouvrir des négociations avec le parti Libéral afin de tenter de préserver sa majorité. Elles échouèrent sur le refus des Conservateurs à instaurer la représentation proportionnelle. Étrangement, trois ans plus tard, en 1977, David Steel, le nouveau leader des Libéraux et premier dirigeant britannique de parti à être élu démocratiquement par la base, s'engagea à soutenir le gouvernement travailliste Callaghan, pratiquement sans contrepartie pour le parti Libéral (excepté un rôle consultatif dans les décisions gouvernementales)⁴⁵. Cependant, on peut trouver une explication à ce revirement : sous l'impulsion de David Steel, élu président en 1976, la stratégie du parti Libéral changea. En effet, Steel était plus favorable aux

⁴¹Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Op. Cit.*, p. 93.

⁴²John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 53.

⁴³Anthony SELDON, *Op. Cit.*, p. 41.

⁴⁴*Ibid.*, p. 42.

alliances que ses prédécesseurs et était influencé par l'expérience des autres partis libéraux européens⁴⁶, qui étaient souvent membres de gouvernements de coalitions; il chercha donc à renforcer la position de son parti à travers des formules comme le pacte Lib-Lab de 1977-78, et plus tard l'Alliance avec le SDP⁴⁷.

La question des alliances a toujours été problématique pour les partis du Centre : un refus intransigeant de toute coalition risque d'entraîner, dans le contexte du scrutin majoritaire, l'impossibilité d'accéder au pouvoir à plus ou moins long terme, mais la signature d'accords lie le sort des deux partenaires pour le meilleur, ou pour le pire⁴⁸. En effet, l'association Lib-Lab infructueuse de 1977-1978 emporta les Libéraux dans la tourmente entourant la chute du cabinet Callaghan (les grandes grèves du *Winter of Discontent*⁴⁹) : lors des élections législatives de 1979 qui donnèrent la victoire aux Conservateurs menés par Thatcher, les Libéraux ne s'assurèrent plus que 15,2 % des suffrages et 11 sièges, confirmant malgré tout le déclin du vote de classe, comme le suggéra également la faible performance du Labour au sein de la classe ouvrière, à peine 45 % des votes⁵⁰.

A partir des années soixante-dix, les Libéraux, sous la pression des *Young Liberals*⁵¹, ont commencé à concentrer, avec succès, leur efforts sur la politique au niveau local et sont devenus une force non négligeable dans les *local councils*, ce succès leur a permis par la suite de remporter les sièges parlementaires des circonscriptions où leur implantation locale était forte⁵².

⁴⁵Ibid., p. 43.

⁴⁶On peut remarquer un processus semblable dans le chef du Labour, qui, au contact des partis socialistes continentaux, s'est « européenisé » dans la seconde moitié des années 1980. (Stephen TINDALE, « Learning to Love the Market : Labour and the European Community », *The Political Quarterly*, 63 (3), july-sept. 1992, pp. 276-300.)

⁴⁷Alan BUTT PHILIP, « European First and Last : British Liberals and the European Community », *The Political Quarterly*, 64 (4), oct.-dec. 1993, p. 457.

⁴⁸John STEVENSON, Op. Cit., p. 59.

⁴⁹René SALLES, Op. Cit., p. 235.

⁵⁰Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Britain's Changing Party System*, Op. Cit., p. 94.

⁵¹John STEVENSON, Op. Cit., p. 57.

⁵²Ibid., p. 66.

Mais surtout cette décennie a vu une autre mutation. En effet, si le butskellisme avait régné pendant un quart de siècle, vers la fin des années 1970, il parut se désagréger : les politiciens eux-mêmes ouvrirent alors la voie à un réalignement partisan de plus grande ampleur.

Margaret Thatcher fut le premier leader en cinquante ans à sortir de l'aile droite du parti Conservateur. Elle s'attaqua au consensus et déclarait vouloir inverser la « spirale » socialiste, c'est-à-dire le postulat selon lequel toute mesure d'intervention étatique, une fois prise l'était pour toujours; elle réduisit la proportion du PNB absorbé par l'Etat; elle diminua le pouvoir des syndicats et elle privatisa les industries nationalisées. Mais ses exigences populistes en faveur d'une réduction drastique des dépenses publiques impliquaient en retour un déclin des services sociaux, une réduction de l'autonomie du pouvoir local et de son droit de lever des impôts et de dépenser de l'argent⁵³.

L'Alliance

En 1980, le chômage et l'inflation s'accroissant rapidement (le chômage passa de 5,2 % en 1979 à 12,7 % en mars 1983⁵⁴), le nouveau gouvernement conservateur de Margaret Thatcher fut confronté de manière précoce au traditionnel revirement d'opinion (*swing*) de mi-mandat. Lors des élections locales, le *Labour Party* obtint des gains substantiels. Une élection partielle à Southend East (Angleterre) vit même la majorité conservatrice réduite de 27 à 1 %. Dans les sondages, qui varièrent peu au cours de l'année, l'avantage mensuel moyen des Travaillistes était de 7 %, l'inverse de leur position lors des élections générales de 1979. Les Libéraux, quant à eux, se maintinrent péniblement à leur niveau des élections générales.

En janvier 1981, le Labour tint un congrès spécial à Wembley afin de déterminer une nouvelle procédure de détermination de son leadership. Le congrès fut l'apothéose d'une longue campagne d'affrontements larvés au

⁵³David BUTLER, *Op. Cit.*, p. 27.

sein du parti, menée par l'aile gauche dirigée par Tony Benn⁵⁵, avec l'objectif de contrôler l'orientation politique, la sélection des candidats, et l'élection du leader au détriment du groupe parlementaire. En protestation, quatre anciens membres du cabinet travailliste Callaghan (*La Bande des Quatre*) ainsi que dix députés constituèrent le *Social Democratic Party*⁵⁶. Le nouveau parti se déclarait radical, c'est-à-dire, plutôt à gauche tout en restant modéré, en fait, c'était un parti du centre. La définition exacte différait sensiblement selon les leaders du SDP mais tous désiraient « un réaligement à gauche ». A cet effet, le SDP annonça son intention de contracter un accord électoral, une *Alliance*, avec le vieux parti Libéral.

La victoire du parti Conservateur en 1979 fut en effet l'occasion pour l'aile gauche du Labour de s'affirmer et de marginaliser l'aile sociale démocrate en effectuant une radicalisation à gauche du parti, élisant Michael Foot, représentant de la tendance dure du Labour, à la présidence⁵⁷. Cette mutation décida les anciens membres du cabinet Callaghan David Owen, Shirley Williams et William Rodgers ainsi que l'ancien président de la Commission européenne Roy Jenkins à quitter le parti Travailliste et à fonder, en janvier 1981, le *Social Democratic Party*⁵⁸. Le nouveau parti se positionnant sur le même terrain politique que le parti Libéral, celui-ci réagit à cet événement avec méfiance et fut confronté à un dilemme : soit jouer la compétition avec le SDP et tenter « de l'étrangler à la naissance »⁵⁹, soit rechercher une association avec lui. C'est cette deuxième solution qui fut choisie par le leader libéral David Steel, entrevoyant le fait que son parti pouvait ainsi tenter de réaliser ce qu'il avait été incapable de faire jusque là : attirer un nombre significatif d'électeurs travaillistes et constituer avec le SDP

⁵⁴Hugh BERRINGTON, « Notes on Recent Elections, The British General Election of 1983 », *Electoral Studies*, 2:3, 1983, p. 263.

⁵⁵- Tony Benn (1925-...) : homme politique et ministre travailliste, paradoxalement issu d'un milieu aristocratique (de son véritable nom : Anthony Wedgwood Benn, vicomte Stansgate), il est identifié avec la frange la plus « dure » du Labour des années 1980, dont il inspira les réformes structurelles et la ligne politique (pacifisme, nationalisations, ...) (*The Blackwell Biographical Dictionary of British Political Life in the 20th Century*, Op. Cit., p. 42-43).

⁵⁶Ivor CREWE, Op. Cit., p. 275.

⁵⁷Hugh BERRINGTON, Op. Cit., 1983, p. 263.

⁵⁸Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 95.

⁵⁹Ibid., p. 96.

un pôle de centre-gauche non socialiste. Au delà de ces considérations stratégiques, la convergence des projets politiques sociaux démocrates et libéraux était néanmoins sincère, le texte fondateur de l'Alliance, lancée officiellement en juin 1981, reprenant des thèmes chers aux partis associés : réforme électorale, décentralisation et participation accrue du citoyen dans la prise de décision, notamment⁶⁰. La cohérence de l'Alliance s'avéra être réelle : de 1981 à 1983, sur 283 votes à la Chambre des Communes, Libéraux et Sociaux Démocrates votèrent de la même manière dans 227 cas⁶¹.

Dans les jours qui suivirent la sécession du SDP, les sondages créditèrent l'Alliance de plus de 40 % d'intentions de vote, l'installant confortablement en tête des deux autres partis. Ce niveau de popularité se maintint jusqu'en avril 1982. Durant ces 15 mois, l'Alliance remporta un nombre impressionnant d'élections partielles au niveau local, emportant même des « forteresses » travaillistes et conservatrices. L'Alliance attira également 15 nouvelles défections de parlementaires (14 Travaillistes et 1 Conservateur). Cette émergence d'un troisième parti, par sa rapidité, sa puissance et sa durée, fut une première dans l'Histoire politique britannique depuis l'apparition du système de partis moderne, dans les années 1920⁶².

Tableau 2 : Elections partielles en 1981-82, en comparaison avec les précédentes élections partielles remportées par le parti Libéral sous un gouvernement conservateur. (% de variation par rapport aux élections générales de 1979)

Siège et (date)	<i>Conservateurs</i>	<i>Travaillistes</i>	<i>SDP/Libéraux</i>	% <i>SDP/Libéraux</i>
Warrington (7/81)	-21,7	-13,2	+33,3	43,3
Croydon NW(10/81)	-18,9	-14,1	+29,5	41,5
Crosby	-17,2	-15,9	+33,9	49,9

⁶⁰ Ibid., p. 96.

⁶¹ Ibid., p. 98.

⁶²Ivor CREWE, *Op. Cit.*, p. 276.

(11/81)				
Glasgow Hillhead (3/82)	-14,5	-8,5	+19,0	38,9
Beaconsfield (5/82)	+0,1	-9,7	+9,7	26,8
Mitcham & Morden (6/82)	-0,5	-20,8	+20,5	29,4
Torrington* (3/58)	/	/	/	38,0
Orpington (3/62)	-21,9	-9,8	+31,7	52,9
Rochdale (10/72)	-10,3	-10,5	+11,9	46,4
Sutton & Cheam (12/72)	-26,2	-18,6	+39	57
Ripon (7/73)	-20,2	-12,3	+30,4	44,4
Isle of Ely* (7/73)	/	/	/	49,0
Berwick (9/73)	-11,0	-7,6	+18,0	40,1

- pas de candidat libéral à l'élection précédente⁶³.

Le soutien populaire à la jeune Alliance crût d'une manière inédite : en février 1981, les Libéraux étaient à 20 % dans les sondages contre 35 % chacun pour le Labour et les Conservateurs; en octobre, l'Alliance recueillit 40 % des intentions de votes puis 50 % en décembre. La déconfiture du Labour et l'impopularité du cabinet Thatcher, un record depuis l'invention des sondages, permit de penser que l'Alliance allait remporter la victoire lors des prochaines élections législatives⁶⁴. En effet, on prévoyait déjà la formation d'un cabinet par l'Alliance avec Roy Jenkins comme Premier Ministre⁶⁵.

Les progrès de l'Alliance différaient de ceux de son prédécesseur libéral en ceci que, pour les deux meilleures années du parti Libéral d'après la Deuxième Guerre Mondiale, 1962 et 1973, la moyenne mensuelle du vote libéral était de 20 %; en 1981, celle de l'Alliance grimpa jusqu'à 32 %. Une

⁶³Ivor CREWE, *Op. Cit.*, p. 285.

⁶⁴John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 78.

autre caractéristique différencie les pics électoraux du parti Libéral et de l'Alliance : les *revivals* libéraux se firent largement aux dépens des Conservateurs, en tant que parti au gouvernement. En 1962-63, dans les sondages et lors des élections partielles, quand le pourcentage des Conservateurs baissait, celui des Libéraux montait en réaction, alors que le Labour était peu affecté et se maintenait à son niveau des élections générales de 1959. Le parti Libéral pouvait accaparer les gains *potentiels* des Travailleurs mais était incapable d'entamer son soutien électoral existant. En 1972-74, la situation semblait moins claire, l'avance libérale dans les élections partielles fut dommageable aux deux grands partis, tout en l'étant cependant plus pour les Conservateurs que pour les Travailleurs. Néanmoins dans les sondages, les intentions de vote travaillistes n'étaient que faiblement entamées et le Labour se maintint à son niveau des élections générales de 1970. Par conséquent, il commençait seulement à y avoir des signes d'incursions significatives dans le vote travailliste.

En 1981-2, les dommages électoraux causés au Labour furent plus substantiels. Jusqu'en avril 1982, le reflux conservateur dans les sondages et lors d'élections partielles demeura plus marqué que celui des Travailleurs, mais cette caractéristique ne doit pas occulter le fait que le très bas taux de popularité des Conservateurs à cette époque, avec une chute de 18 % lors des élections partielles de 1981-avril 1982, est comparable avec celui de 1962 (-16 %) et 1973 (-15 %); les intentions de vote favorables aux Conservateurs durant la période 1981-avril 1982 n'étaient pas significativement inférieures aux 37 % atteints en 1962 et 1973.

En ce qui concerne les Travailleurs, de telles pertes nettes étaient exceptionnelles en période d'opposition. De plus, 1979 avait été une année noire pour le Labour qui avait atteint son point le plus bas depuis 1931, alors que les Conservateurs se maintenaient à leur moyenne post-Deuxième Guerre Mondiale.

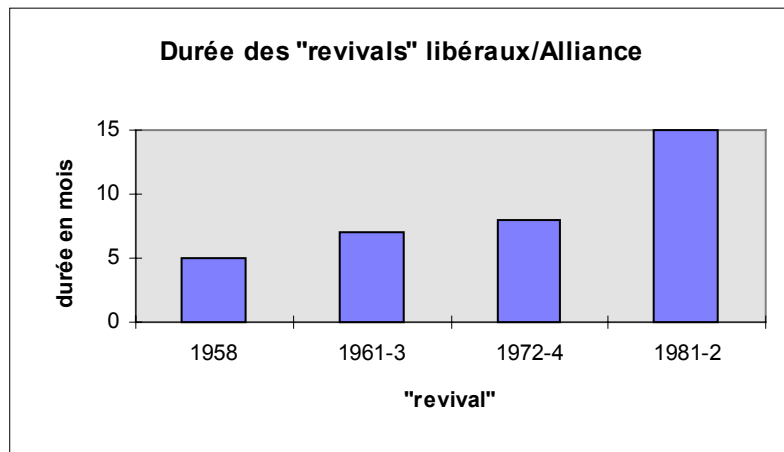
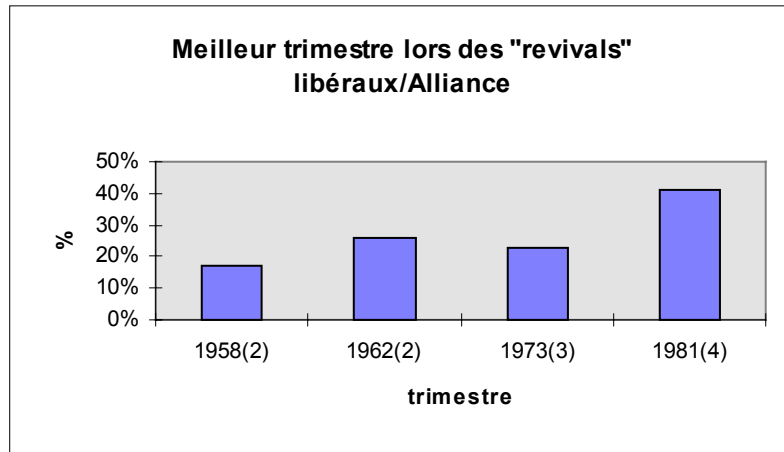
Tableau 3 : Durée et intensité des *revivals* libéraux/SDP dans les sondages

⁶⁵Hugh BERRINGTON, *Op. Cit.*, p. 263.

% Libéraux/Alliance	1958	1961-3	1972-4	1981-2
Meilleur mois	mai 58 : 19 %	mai 62 : 25,5 %	août 73 : 23 %	décembre 81 : 44,5 %
Meilleur trimestre	1958(2) : 17 %	1962(2) : 26 %	1973(3) : 23 %	1981(4) : 41 %
Moy. annuelle	1958 : 14 %	1962 : 20 %	1973 : 19 %	1981 : 32 %
Durée	5 mois	7 mois	8 mois	15 mois
Vote conservateur				
Moy. mensuelle	mai 58 : 34 %	juin 63 : 31 %	août 73 : 31,5 %	décembre 81 : 26,5 %
Moy. trimestrielle	1958(2) : 37 %	1963(1+2) : 34 %	1973(3) : 34 %	1981(4) : 27 %
Moy. annuelle	1958 : 41,5 %	1963 : 35 %	1974 : 37 %	1981 : 30 %
Vote travailliste				
Moy. mensuelle	octobre 58 : 41,5 %	juin 62 : 39 %	février 74 : 37,5 %	décembre 81 : 29 %
Moy. trimestrielle	1958(4) : 42,5 %	1962(2) : 40 %	1974(1) : 40,5 %	1981(4) : 27,5 %
Moy. annuelle	1958 : 44 %	1961 : 42,5 %	1973 : 43,5 %	1981 : 34,5 %

Source : Norman Webb & Robert Wybrow, *The Gallup Report*, Appendix E, Sphere Books, London 1981⁶⁶.

⁶⁶Ibid., p. 286.



L'impact destructeur du SDP sur le Labour apparaît dans toute son ampleur si l'on compare l'évolution de la popularité des Conservateurs et des Travailleurs durant le dernier trimestre 1980, juste avant la création du SDP : entre octobre/décembre 1980 et avril 1982, le Labour chuta de 19 %, à un taux de 30 % d'opinions favorables dans les sondages, les Conservateurs ne perdant que 3 % pour se stabiliser à un taux de 34 %. Ainsi, ce qui distinguait l'émergence de l'Alliance en 1981-82 des poussées électorales de son prédécesseur libéral n'est pas seulement son intensité mais aussi sa source,

l'impopularité de l'opposition travailliste lui ayant ouvert un véritable boulevard⁶⁷.

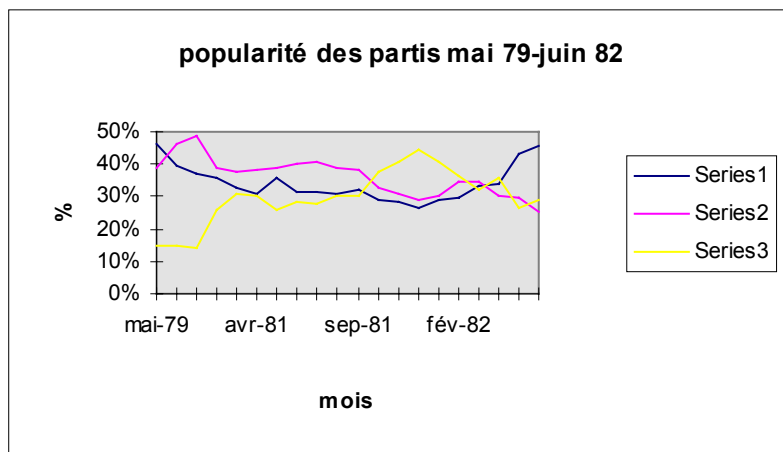
Tableau 4 : pourcentage des partis Conservateur, Travailliste, Libéral et SDP à travers élections et sondages durant la période mai 1979-mars 1982.

Date	Conservateurs	Travaillistes	Libéraux+SDP (1/1981)
Mai 1979, élections générales	46 %	39 %	15 %
Moyenne 1980	39,5 %	46,5 %	15 %
Octobre-décembre 1980	37 %	49 %	14,5 %
1981 - février	35,5 %	39 %	26 %
Mars	32,5 %	37,5 %	31 %
Avril	31 %	38,5 %	30,5 %
Mai	36 %	39 %	26 %
Juin	31,5 %	40 %	28,5 %
Juillet	31,5 %	40,5 %	28 %
Août	31 %	39 %	30 %
Septembre	32 %	38,5 %	30,5 %
Octobre	29 %	33 %	37,5 %
Novembre	28,5 %	31 %	40,5 %
Décembre	26,5 %	29 %	44,5 %
1982 - janvier	29 %	30,5 %	41 %
Février	29,5 %	34,5 %	36,5 %
Mars	33,5 %	34,5 %	32 %
Avril	34 %	30 %	36 % (Guerre
Mai	43,5 %	29,5 %	26,5 % des
Juin	45,5 %	25,5 %	29 % Malouines)

Sources : Gallup Political Index (mensuel), Janvier 1981 - Mars 1982; MORI, *Public Opinion in Great Britain*, issues for 1981 and 1982; NOP, *Political Social Economic Review*(trimestriel), Décembre 1981; diverses coupures de presse. ⁶⁸

⁶⁷Ivor CREWE, *Op. Cit.*, 1982, p. 288.

⁶⁸Ibid., 1982, p. 288.



Series 1 : Conservateurs
Libéraux/SDP/Alliance

Series 2 : Travailleurs

Series 3 :

La campagne militaire victorieuse de la Grande-Bretagne pour reprendre le contrôle des îles Malouines, occupées par l'Argentine, entre avril et juin 1982 entraîna une nouvelle configuration dans les rapports de force partisans. L'élan dont aurait pu profiter l'Alliance fut brisé net : les Conservateurs passèrent de 23 % d'intentions de votes en décembre 1981 à 46 % en juillet 1982 alors que l'Alliance se retrouvait à 24 %⁶⁹.

A partir de la mi-avril 1982, le pourcentage d'opinions favorables au gouvernement conservateur augmenta rapidement dans les sondages. Cette situation était assez exceptionnelle pour un gouvernement à mi-mandat et résulte sans doute d'un réflexe de ralliement nationaliste (que l'on observa également en France au début de la guerre contre la Yougoslavie, Chirac + 5 % à 68 % et Jospin + 8 % à 65 %⁷⁰), suivi d'une certaine satisfaction consécutive à l'issue favorable de l'expédition navale. Cette popularité des Conservateurs se fit largement au détriment de l'Alliance, surtout du jeune SDP. Les élections locales de début mai, les élections partielles à Beaconsfield (fin mai) et Mitcham & Morden (début juin) ainsi que les sondages tout au long de la période enregistrèrent tous une chute marquée de la popularité de l'Alliance. Jusqu'en avril, les intentions de vote du troisième parti

⁶⁹ Ibid., p. 80.

⁷⁰ *Le Monde*, dimanche-lundi 12/4/99, p.7.

britannique tournaient autour de 40 %, après cette date elles n'étaient plus que de 27 à 30 %.

Ce reflux peut être interprété de deux manières. D'une part, ce dernier niveau est malgré tout plus élevé que n'importe quel *revival* trimestriel atteint précédemment par les Libéraux, ce qui en fait un succès incontestable. D'autre part, la rapidité avec laquelle le soutien pour l'Alliance s'étiola démontra la fragilité de sa base électorale⁷¹.

Les élections législatives de 1983 furent à la fois un succès et un échec, un succès car l'Alliance remporta 7,8 millions de voix (les Libéraux n'en avaient remporté que 4,3 en 1979) et arriva seconde dans plus de la moitié des circonscriptions, un échec car la progression ne se traduisit que par l'acquisition de 23 sièges⁷² alors que les Travailleurs avec seulement 2 % supplémentaires s'en attribuèrent 209⁷³; de plus, sur les 26 parlementaires SDP provenant du Labour, seulement quatre furent réélus⁷⁴. Ce paradoxe peut s'expliquer par « l'effet plateau »⁷⁵ qu'a subi l'Alliance : son pourcentage des suffrages augmenta peu là où il était déjà important, sans doute parce que le vote travailliste y était à son plancher, ceci expliquant pourquoi la victoire n'a pas eu lieu là où elle semblait possible⁷⁶. Mais surtout, le vote travailliste a profité de sa forte concentration géographique : en dehors de l'Ecosse, du Pays de Galles et des grandes métropoles anglaises (en ce compris Londres), le Labour ne remporta que 40 sièges⁷⁷.

La période 1983-1987 fut difficile pour l'Alliance, elle perdait pied dans les sondages et, bien qu'étant devenue une force substantielle dans la vie politique britannique, elle avait perdu l'avantage d'être une nouveauté. De plus, une amélioration de son score de 1983 aux élections législatives de 1987

⁷¹Ivor CREWE, *Op. Cit.*, p. 276.

⁷²Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Op. Cit.*, p. 98 & 99.

⁷³John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 82.

⁷⁴Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Op. Cit.*, p. 98 & 99.

⁷⁵*Ibid.*, p. 99.

⁷⁶*Ibid.*, p. 99.

⁷⁷Hugh BERRINGTON, *Op. Cit.*, p. 267.

équivalait à offrir le poste de premier-ministre au travailliste Kinnock, en raison des effets du scrutin majoritaire. La position à adopter dans le cas où aucun des deux grands partis n'avait la majorité fut l'objet d'amères controverses au sein de l'Alliance : un tiers des sympathisants étaient opposés à tout accord avec le Labour, un autre tiers était opposé à tout accord avec les Conservateurs et le dernier tiers ne souhaitait d'accord ni avec les uns ni avec les autres; quelque décision qu'ils prennent, les leaders de l'Alliance devaient faire face à l'opposition de deux tiers des membres.

La campagne de l'Alliance pour les élections de 1987 fut morose, l'objectif était de limiter les dégâts. Ils le furent incontestablement, 22 députés furent élus avec 23 % des suffrages, un résultat légèrement inférieur à celui de 1983⁷⁸. L'Alliance arriva seconde, derrière les Conservateurs, dans 230 circonscriptions alors que les Travaillistes ne le furent que dans 142 circonscriptions⁷⁹.

La campagne fut également le cadre de désaccords importants au sein de la double direction de l'Alliance⁸⁰, partagée entre le leader du SDP David Owen et celui du parti Libéral David Steel, notamment à propos de l'éventualité d'une coalition avec les Conservateurs, l'un y étant favorable, l'autre résolument opposé⁸¹. Owen fut accusé d'appâter les électeurs conservateurs au dépens du positionnement du parti sur le centre-gauche de l'échiquier politique⁸². La double direction fut également un handicap dans une campagne électorale dont le caractère présidentiel s'affirmait de plus en plus⁸³ : le parti Conservateur s'appuyant sur la personnalité de Margaret Thatcher et son attitude « dure » durant la Guerre des Malouines, l'attentat manqué de Brighton et la grève des mineurs en 1984-85 ou encore sur ses relations avec Reagan et Gorbatchev, et les Travaillistes centrant également leur campagne sur leur leader Neil Kinnock⁸⁴.

⁷⁸ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Op. Cit.*, p. 99.

⁷⁹ Colin RALLINGS, Michael THRASHER, *Op. Cit.*, p. 207.

⁸⁰ Nicolas ROUSELLIER, *Op. Cit.*, p. 202.

⁸¹ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, *Op. Cit.*, p. 101.

⁸² Stephen INGLE, *The British Party System*, Basil Blackwell Ltd., Oxford 1987, p. 185.

⁸³ Nicolas ROUSELLIER, *Op. Cit.*, p. 202.

⁸⁴ John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 130.

De l'Alliance au SLD et aux Libéraux Démocrates

Une semaine après la troisième victoire de Thatcher, David Steel appela à une fusion pure et simple des deux composantes de l'Alliance, Owen s'opposa à cette évolution qui paraissait pourtant inéluctable, l'intégration et la coopération des deux entités au niveau local étant un succès, contrairement à ce qui se passait au niveau du leadership. La position d'Owen peut être expliquée en partie par le mouvement du centre-gauche vers le centre-droit que celui-ci avait opéré avec le temps : « [...] il semblait avoir moins de sympathie pour le Labour que la plupart des parlementaires libéraux et [...] s'était plus éloigné du Labour que les autres fondateurs du SDP de la Bande des Quatre »⁸⁵. Owen était également très critique vis-à-vis de la structure et du fonctionnement, très décentralisés et donnant beaucoup de poids à la base dans la prise de décision, du partenaire libéral du SDP, considérant que cela renforçait la tendance naturelle des Libéraux à l'anarchie⁸⁶, tendance réelle néanmoins, que même le leader libéral David Steel reconnaissait en affirmant que son parti manquait de discipline et se comportait « comme un troupeau de poulets affolés à la vue d'un renard dans leur basse-cour ». L'attachement des Libéraux à la démocratie intégrale contrastait d'ailleurs avec un SDP plus organisé et serein⁸⁷. Owen mit alors son mandat de leader en jeu, demandant aux membres du SDP de choisir entre lui et la fusion avec les Libéraux; en conséquence, leur vote fut troublé par les termes de l'option défendue par Owen. La plupart de ceux qui l'appuyèrent le firent en ayant à l'esprit qu'ils soutenaient une collaboration étroite avec les Libéraux, presque une fusion, ou au moins un statu quo. Mais dans l'esprit d'Owen, c'était un vote de séparation. Quels que fussent les résultats du vote, il mènerait son propre parti, fait à son image, qu'il soit plus petit ou plus grand que l'ancien SDP⁸⁸.

⁸⁵ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 101.

⁸⁶ Ibid., p. 101.

⁸⁷ Leonard TIVEY, Anthony WRIGHT, *Party Ideology in Britain*, Routledge, London 1989, p. 94.

⁸⁸ William RODGERS, « Realignment Postponed ? », *The Political Quarterly*, 58 (4), oct.-dec. 1987, p. 408.

La proposition de fusion fut dès lors soumise au vote des membres des deux partis de l'Alliance : 57 % des membres du SDP acceptèrent par scrutin postal d'ouvrir des négociations et les Libéraux, par 998 voix contre 21, firent de même lors de leur assemblée annuelle. Devant ce résultat, Owen démissionna de la présidence du SDP, pariant, à tort, sur un échec des négociations. Celles-ci furent néanmoins houleuses, un problème mineur comme la dénomination du nouveau parti faisant l'objet d'amers débats avant de déboucher sur un compromis : l'Union des Libéraux et Sociaux Démocrates (SLD). Neuf mois après les élections de 1987, les pourparlers accouchèrent finalement d'une fusion des deux partis.

Owen perpétua quelques temps un SDP indépendant, ce qui n'arrangea rien à la confusion des électeurs concernant l'identité du SLD nouvellement créé. Les résultats lors des élections partielles en 1988 s'en ressentirent⁸⁹. Cette fusion à demi ratée, caractérisée par la perte d'un homme politique brillant comme David Owen pour le nouveau parti et la guerre fratricide qui s'ensuivit, fut un désaveu cinglant de la prétention de la troisième force électorale de Grande-Bretagne à instaurer une nouvelle approche de la politique basée sur la coopération⁹⁰.

La première élection pour la présidence du SLD opposa deux candidats : Alan Beith, s'inscrivant dans la tradition libérale sociale/radicale, acceptant l'éventualité d'un accord avec le Labour et Paddy Ashdown, plus pragmatique mais dont l'objectif pour le SLD était toujours ambitieux : remplacer à terme le Labour comme adversaire prioritaire des Conservateurs⁹¹. C'est ce dernier qui remporta l'élection et qui eut comme tâche difficile de redresser la situation du parti, rebaptisé Libéral Démocrate : les élections européennes de 1989 furent un désastre, les Libéraux Démocrates ne totalisant que 6 % des voix et étant dépassés par les écologistes du *Green Party*. De plus, la situation financière était exécrable, le parti devant faire face à un déficit de 600 000 £⁹². Ce résultat électoral

⁸⁹ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 103.

⁹⁰ Ibid., p. 104.

⁹¹ Ibid., p. 103.

⁹² Ibid., p. 105.

catastrophique s'explique par le fait que, confronté à deux élections très rapprochées (avril pour les élections locales et juin pour les élections européennes), les SLD décidèrent de tout miser sur les élections locales afin de conserver les têtes-de-pont remportées lors des élections locales de 1985, une somme ridicule de 5 000 £ fut dès lors destinée à financer la campagne européenne. En conséquence, les SLD attirèrent quatre fois plus d'électeurs (25 %) aux élections locales qu'aux élections européennes⁹³.

L'addition de 8 ou 9 circonscriptions électorales du parlement de Westminster pour constituer une circonscription européenne a sans aucun doute joué contre les partis de l'Alliance, en raison du mode de scrutin uninominal à un tour qui eût cours pour ces élections jusqu'en 1999 et qui défavorisait fortement les partis qui, comme l'Alliance, avaient un électorat dispersé assez uniformément sur plusieurs catégories sociales et sur les différentes régions de Grande-Bretagne. En quelque sorte, ils furent battus par le système avant même que la campagne électorale européenne ait commencé. Par conséquent, il a toujours été difficile pour les partis de l'Alliance de mobiliser les militants ou de persuader les leaders du parti de se présenter aux élections européennes, ceux-ci craignant qu'une défaite n'entame leur crédibilité. Ainsi, aucun des membres de la « Bande des Quatre » qui avait fondé le SDP en 1981 ne se présenta aux élections européennes de 1984 et 1989, bien que l'on ait prêté l'intention à David Owen de se présenter en tant que candidat indépendant SDP pour le siège de Cornwall & Plymouth lors des élections de 1989. Le plus ardent europhile des représentants de l'Alliance siégeant à Westminster, Sir Russell Johnston, MP d'Inverness, fit une tentative infructueuse pour empêcher un nationaliste écossais de consolider sa mainmise sur la circonscription européenne des Highlands & Islands. Le seul autre député de l'Alliance à avoir fait campagne pour les élections européennes de 1989 était le président du parti Libéral Sir David Steel, mais il choisit de se présenter sur une liste commune radicale-

⁹³Alan BUTT PHILIP, « Europeans First and Last : British Liberals and the European Community », *The Political Quarterly*, 64 (4), oct.-dec. 1993, p. 459.

libérale-républicaine... en Toscane, où, malgré ses faibles connaissances de la langue italienne, il attira pas moins de 15 000 voix. Cette démarche de Sir David Steel était plus un symbole qu'une volonté réelle d'obtenir un siège à Strasbourg (et à Bruxelles), elle était surtout un moyen de mettre l'accent sur le credo européen de l'Alliance. La visite à Boulogne de Paddy Ashdown durant la campagne pour les élections générales en Grande-Bretagne de 1992, afin de rencontrer d'autres leaders libéraux européens, appartient également à cette sorte d'activité politique symbolique. En termes de votes, les partis de l'Alliance étaient (et demeurent) l'un des plus grands partis de l'ELDR; leur exclusion, du moins leur indéniable sous-représentation (les partis de l'Alliance ne purent obtenir des sièges [2] au Parlement européen qu'à partir des élections de 1994), dans l'assemblée européenne était le reflet de leur exclusion du pouvoir en Grande-Bretagne.

Les partis de l'Alliance ont cherché, au début des années 1980, à remédier à cette situation devant le Parlement européen, la Cour européenne des Droits de l'Homme et, au début des années 1990, la Cour de Justice des Communautés européennes, sur base de l'Article 138 du Traité CE qui appelle à un « système électoral uniforme » pour la désignation des membres du Parlement européen. Cette dernière requête fut rejetée par la Cour en 1993 : l'avocat-général de la Cour de Justice ayant indiqué que seul un Etat membre ou la Commission européenne pourrait saisir la Cour à cet effet⁹⁴.

A la suite des élections européennes de 1989, Ashdown mena à bien l'objectif de redressement du parti, épongea les dettes, rendit le moral au parti et le remit sur le chemin de la victoire lors des élections partielles de Eastbourne et Ribble Valley. Ashdown jouissait également d'une image très favorable dans l'opinion publique notamment suite à la Guerre du Golfe qui lui permit de faire valoir ses compétences dans le domaine militaire⁹⁵ (Ashdown est un ancien commando de Marine) et de l'analyse politique.

⁹⁴Alan BUTT PHILIP, *Op. Cit.*, pp. 454-455.

⁹⁵Steve Richards du *Guardian* soutenait ainsi que Tony Blair aurait pu lui proposer le poste de *Defense Secretary* de George Robertson, devenu secrétaire-général de l'OTAN cet automne (Steve RICHARDS, « The Best Way to Get Tony's Attention Is Stay Successful », *The Guardian*, 10/8/1999, p. 8).

La campagne des Libéraux Démocrates pour les élections législatives de 1992 fut centrée sur la réforme électorale, bien que les sondages démontraient que seulement 51 % des Britanniques y étaient favorables. Les Conservateurs s'opposèrent résolument à la décentralisation vers l'Ecosse et le Pays de Galles ainsi qu'à la mise en place de la représentation proportionnelle, John Major étant très clair sur ce point : « Je ne suis pas en faveur de la représentation proportionnelle, je n'introduirai pas la représentation proportionnelle et il n'y a aucune circonstance dans laquelle j'introduirais la représentation proportionnelle »⁹⁶. Pour les Libéraux Démocrates, l'éventualité d'un accord avec les Travailleurs était comme toujours conditionnée à leur acceptation d'une réforme électorale, mais lorsque le Labour déclara qu'en cas de victoire il mettrait en application un programme incluant des mesures chères aux Libéraux Démocrates, comme une assemblée représentative en Ecosse mais sans instaurer le scrutin proportionnel, le parti de Paddy Ashdown fut le siège de tensions : d'un côté, Ashdown était intransigeant, pas d'accord sans représentation proportionnelle alors que Malcolm Bruce, leader des puissants Libéraux Démocrates d'Ecosse et Sir David Steel, lui aussi écossais étaient d'un avis différent⁹⁷. Un second pacte Lib-Lab, après l'éphémère soutien offert en 1978-1979 au cabinet Callaghan par le leader libéral David Steel, était une opportunité mais aussi un risque majeur pour les Libéraux Démocrates : d'une part, la possibilité, comme le prétendait le *Guardian*, de créer « un gouvernement radical, post-thatchérien et post-socialiste [...] »⁹⁸ et d'autre part, le danger d'une implosion du parti s'il se rapprochait trop du Labour. Les Libéraux Démocrates évitèrent par conséquent la difficile question d'une alliance pendant la campagne, afin de maximiser leur potentiel électoral.

Les résultats des élections de 1992 furent décevants, seuls 20 sièges furent acquis et les Conservateurs remportèrent leur quatrième victoire consécutive. L'échec des Libéraux Démocrates peut trouver une explication, d'une part,

⁹⁶ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 105.

⁹⁷ Ibid., p. 105.

dans la contradiction entre une campagne électorale d'inspiration sociale démocrate laissant la porte ouverte à une alliance avec le Labour et un électorat constitué traditionnellement de Conservateurs déçus⁹⁹, et d'autre part, les conditions habituellement favorables à une percée libérale démocrate, un gouvernement conservateur impopulaire et une opposition travailliste affaiblie, n'étaient pas réunies¹⁰⁰.

Bien qu'étant tenues dans un climat de récession économique, les élections générales de 1992 virent donc la quatrième victoire consécutive des Conservateurs. Les Travaillistes ne parvinrent pas à attirer plus de 40 % des électeurs et échouèrent à 8 % des Conservateurs. On peut se demander si les Libéraux Démocrates n'eurent pas un rôle significatif dans la victoire des Tories : le weekend précédent les élections, Paddy Ashdown fit sans doute une erreur stratégique en déclarant qu'un cabinet Labour minoritaire serait une catastrophe économique sans un accord de gouvernement avec les Libéraux Démocrates. Dans les jours qui suivirent, un transfert de voix tardif vers les Conservateurs fut observé, le message sous-jacent selon lequel un vote pour les Libéraux Démocrates mènerait inévitablement à un gouvernement travailliste n'avait visiblement pas été apprécié par les électeurs britanniques. Par conséquent, en 1992, les Libéraux Démocrates refluèrent suite à un transfert de voix également au profit du Labour; ils ne s'assurèrent la seconde place que dans 145 circonscriptions alors que les Travaillistes l'obtinrent dans 188.

Malgré une chute de 4,8 % dans leur pourcentage de votes par rapport à celui de l'Alliance en 1987 et une diminution du nombre de secondes places, les Libéraux Démocrates parvinrent néanmoins à remporter 20 sièges en 1992, à peine quelques sièges de moins par rapport à l'Alliance en 1983 et 1987, qui avait pourtant obtenu un pourcentage en voix nettement supérieur.

Tableau 5 : % et sièges des Libéraux Démocrates 1983-1992

1992

1987

1983

⁹⁸ Ibid., p. 106.

⁹⁹ Ibid., p. 106.

¹⁰⁰ Ibid., p. 107.

	<u>%</u>	<u>sièges</u>	<u>%</u>	<u>sièges</u>	<u>%</u>	<u>sièges</u>
Conser- vateurs	41,9	336	42,2	375	42,4	397
Labour	34,4	271	30,8	228	27,6	209
All./Lib- Dems	17,8	20	22,6	22	25,4	23
Autres	5,9	24	4,4	24	4,6	21

Source : Colin RALLINGS, Michael THRASHER, « The Electoral Record », in Don McIVER, *The Liberal Democrats*, Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, Hemel Hempsted 1996, p. 207.

Le parti Libéral Démocrate semblait désormais avoir réussi à atténuer les effets négatifs du scrutin uninominal à un tour, bien que de nombreux votes libéraux démocrates étaient encore irrémédiablement perdus, le parti était plus à même qu'auparavant à cibler prioritairement son énergie sur les sièges à sa portée. Dans certaines parties de la Grande-Bretagne, surtout le Pays de Galles et l'Ecosse, le vote libéral démocrate chuta de moitié par rapport à celui de l'Alliance dans les années quatre-vingt. Cependant, cette baisse substantielle en Ecosse ne se fit pas au détriment de la capacité du parti à remporter des sièges. Dans les autres régions, le déclin était moins prononcé; seul le Sud-Ouest, où l'Alliance avait obtenu sa plus grande popularité et qui était déjà précédemment une région de forte présence libérale, vit les Libéraux Démocrates se maintenir, et même progresser. En 1992, non seulement ceux-ci conservèrent les sièges gagnés auparavant, mais ils remportèrent également les circonscriptions conservatrices de Bath, Cheltenham, Cornwall North et Devon North. Dans d'autres circonscriptions de la région, le parti connut quelques revers : les Conservateurs conservèrent St Ives mais virent leur majorité réduite à moins de 3 % avec un transfert de voix de 5,8 % vers les Libéraux Démocrates. Dans le Somerset, Paddy Ashdown conserva sa circonscription de Yeovil alors que les autres candidats libéraux démocrates firent de bonnes performances dans les circonscriptions

voisines de Somerton, de Frome et de Taunton, enregistrant un transfert positif de voix moyen de 5 %.

Le succès durable des Libéraux Démocrates dans le Sud-Ouest et leur perte d'influence relative dans d'autres régions de Grande-Bretagne peut être considéré comme une preuve de l'identification croissante des Libéraux Démocrates avec une aire géographique particulière, à l'image des Travailleurs dans le Nord de l'Angleterre ou des Conservateurs dans le Sud-Est. Il est cependant incontestable que le redressement du Labour durant cette période s'effectua au détriment de l'électorat de l'Alliance, néanmoins, les Libéraux Démocrates parvinrent à défendre leurs positions dans le Sud-Ouest¹⁰¹.

Dès la fin de 1992, la longue hégémonie des Conservateurs s'effondra, le Labour devançant maintenant son concurrent de 15 points dans les sondages. En 1993, cet écart fut de 18,6 points en moyenne; en 1994 après l'accession de Blair au leadership, il passa à 29,4 avant de plafonner à la fin de cette année à 40,5 points.

En effet, malgré une conjoncture économique particulièrement favorable dès la fin de 1993, les électeurs n'oublièrent pas les renoncements des premiers mois du second cabinet Major, notamment le fameux « mercredi noir » du 16 septembre 1992, jour où la livre sterling, qui était entrée, à peine deux ans auparavant, dans le Système monétaire européen, dut le quitter en catastrophe, pour la plus grande humiliation du Chancelier de l'Échiquier de l'époque, Norman Lamont, et de John Major qui, en 1990, alors qu'il était lui-même Chancelier, avait su persuader Margaret Thatcher de la nécessité d'intégrer la livre au SME, après des années de résistance de sa part. Cet épisode, bien qu'il se fût révélé plutôt bénéfique sur le plan économique (une dévaluation de la livre de 10 % en quelques mois), a été considérée par la population britannique comme un échec politique majeur pour le cabinet Major, à peine six mois après sa reconduction; de plus, dans le budget qui

¹⁰¹Colin RALLINGS, Michael THRASHER, « The Electoral Record », in Don McIVER (editor), *The Liberal Democrats*, Op. Cit., p. 206-209.

suivit, le gouvernement dut se résoudre à augmenter la fiscalité indirecte, après s'être présenté durant la campagne de 1992 comme le parti « aux impôts légers ». A partir de ce moment, les Conservateurs, qui, à tort ou à raison, étaient généralement considérés comme les meilleurs gérants de l'économie, perdirent cette réputation et le retournement rapide de la conjoncture n'y changea rien.

D'autre part, le parti Conservateur se déchira sur la question européenne, alors qu'en raison de ses positions eurosceptiques. La Grande-Bretagne se retrouvait de plus en plus isolée sur la scène communautaire; de plus, la « crise de la vache folle » battait son plein et la Grande-Bretagne acceptait très mal d'être mise en quarantaine par les autres membres de l'Union (à l'image de la Belgique dans la récente « crise de la dioxine »), peu consciente du fait que l'embargo sur le boeuf britannique, décidé immédiatement, et qui a été récemment levé, constituait la mesure conservatoire minimale attendue par les opinions publiques des autres Etats membres.

A partir de l'hiver 1993, le parti Conservateur fut également éclaboussé par une série de scandales, ridiculisant son slogan de « retour aux vraies valeurs », lancé par John Major au Congrès d'octobre. Ces affaires ayant suscité commissions d'enquête et actions en justice¹⁰², la plupart sont donc restées sur le devant de la scène politique et, par conséquent, ont empoisonné la vie gouvernementale jusqu'aux élections de mai 1997, consécutives à la dissolution anticipée du parlement le 8 avril, décision qui aurait été dictée selon certains commentateurs par la volonté d'empêcher la publication d'un rapport d'enquête sur certaines affaires de corruption (*cash for questions*)¹⁰³.

¹⁰² Ainsi, la subvention au barrage Pergau a été jugée illégale par la Haute-Cour en 1994, quant à l'affaire Churchill-Matrix, impliquant une série de ministres et ex-ministres conservateurs, elle fut enterrée à une voix de majorité par la Chambre des Communes. A ces affaires concernant des ministres collectivement, s'ajoutèrent divers cas de corruption individuelle, comme des séjours de luxe à l'étranger offerts à certains ministres par des hommes d'affaires douteux (Jacques LERUEZ, « Fin de règne conservateur au Royaume-Uni : les élections générales du 1^{er} mai 1997 », *Pouvoirs*, 83, 1997, p. 170.).

¹⁰³ Deux sous-secrétaires d'Etat, Neil Hamilton et Tim Smith, soupçonnés d'avoir accepté des sommes importantes, notamment du célèbre milliardaire égyptien Mohammed Al Fayed, lorsqu'ils étaient encore MP afin de poser des questions aux Communes, furent poussés à la démission, sans pour autant renoncer à leur siège parlementaire, afin d'éviter deux élections partielles désastreuses pour les Conservateurs. Si Smith ne se représenta pour les élections de 1997, Hamilton s'obstina à être reconduit dans sa circonscription de Tatton, ce

Ce retour de la polémique anti-corruption au seuil de la campagne électorale n'était pas de meilleure augure pour un gouvernement déjà à bout de souffle. Le parti Conservateur porta dès lors une lourde responsabilité dans sa propre défaite.

A la veille des élections législatives de 1997, les Conservateurs accusaient toujours un retard de 18 points sur le Labour¹⁰⁴. La victoire des Travaillistes fut donc écrasante, ceux-ci s'attribuant 160 sièges de plus que les Conservateurs, qui enregistrèrent leur plus mauvais résultat en sièges depuis 1906¹⁰⁵, et en pourcentage depuis 1832¹⁰⁶, et qui, pour la première fois depuis 1966 reçurent une moindre proportion de sièges que de voix¹⁰⁷. Les Libéraux Démocrates firent leur meilleur score depuis 1929, plus que doublant celui de 1992 en emportant 46 sièges; bien que leur pourcentage de votes soit retombé à un niveau atteint par le parti Libéral trente ans auparavant¹⁰⁸ et ait perdu 1 % par rapport à 1992¹⁰⁹. Ce paradoxe démontrant une conversion des votes en sièges de plus en plus efficace dans le chef des Libéraux Démocrates¹¹⁰.

De plus, un des éléments ayant favorisé la victoire écrasante des Travaillistes et la bonne performance des Libéraux Démocrates lors des élections générales de 1997, fut sans doute la volonté des deux leaders de concentrer leur feu sur les Conservateurs et de ne pas s'agresser mutuellement¹¹¹.

qui incita l'opposition travailliste et libérale démocrate à présenter un candidat unique, Martin Bell, journaliste-reporter à la BBC, pour le contrer. Bell remporta le duel avec 29 354 voix (61,16 %) contre 18 277 (37,46 %) pour Hamilton, alors que ce dernier avait une avance de 22 365 voix en 1992, dans cette circonscription d'ordinaire très sûre pour les Conservateurs (Jacques LERUEZ, Op. Cit., p. 170.).

¹⁰⁴ Monica CHARLOT, « Grande-Bretagne : une alternance annoncée », *Revue politique et parlementaire*, n° 988, Paris mai/juin 1997, p. 62.

¹⁰⁵ Ibid., p. 60.

¹⁰⁶ Jacques LERUEZ, Op. Cit., p. 166.

¹⁰⁷ Martin HARROP, « The Pendulum Swings : the British Election of 1997 », *Government and Opposition*, vol. 37, n° 3, London, summer 1997, p. 308.

¹⁰⁸ Ibid., p. 311.

¹⁰⁹ Monica CHARLOT, Op. Cit., p. 60.

¹¹⁰ Martin HARROP, Op. Cit., p. 312.

¹¹¹ - Steve RICHARDS, « The Best Way to Get Tony's Attention Is Stay Successful », *The Guardian*, 10/8/1999, p.8

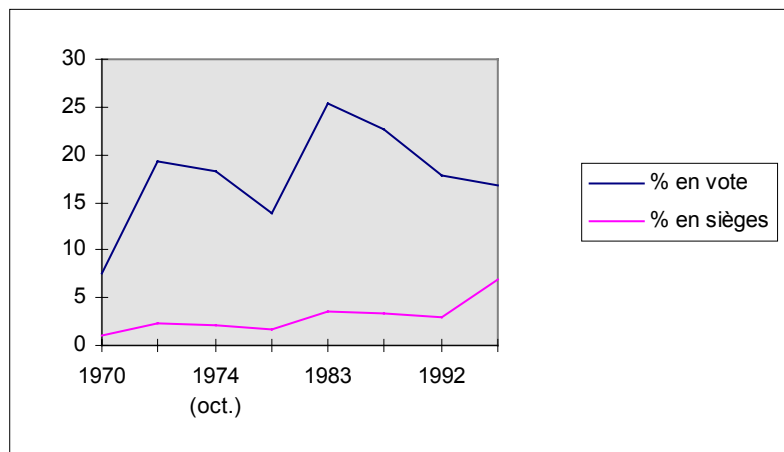
- Selon certaines rumeurs, il s'agirait d'un accord secret de plus grande ampleur qui aurait été négocié lorsque le Labour était encore dans l'opposition. Une réunion secrète ayant été tenue au domicile d'un *peer* travailliste,

Tableau 6 : % en votes et % en sièges à la Chambre des Communes du parti Libéral, de l'Alliance et des Libéraux Démocrates (1970-1997).

Année	% en vote	% en sièges
1970	7,5	0,95
1974 (févr.)	19,3	2,21
1974 (oct.)	18,3	2,05
1979	13,8	1,73
1983	25,4	3,54
1987	22,6	3,38
1992	17,8	3,0
1997	16,8	7,0

Sources : John STEVENSON, *Third Party Politics since 1945, Liberals, Alliance and Liberal Democrats*, Op. Cit., p. 92. Monica CHARLOT, « Grande-Bretagne : une alternance annoncée », *revue politique et parlementaire*, n° 988, mai-juin 1997, p. 61.

Résultats électoraux et parlementaires du parti Libéral, de l'Alliance et des Libéraux Démocrates (1970-1997)

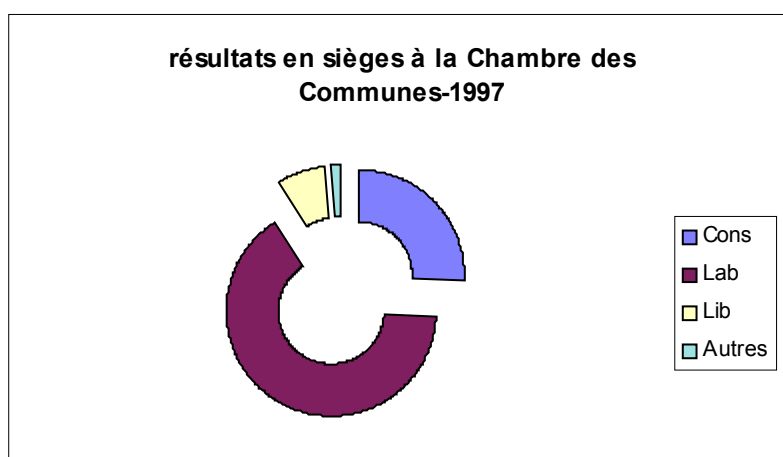


Lord Irvine of Lairg, elle rassembla, en plus de ce dernier, Tony Blair, Robin Cook, Donald Dewar et Gordon Brown pour le Labour; ainsi que Paddy Ashdown, Robert Maclennan, Archy Kirkwood et Lord Holme of Cheltenham pour les Libéraux Démocrates. Elle aurait débouché sur un accord destiné à marginaliser les Conservateurs, en décrétant un pacte de non-agression entre les deux partis durant la campagne électorale, en examinant l'éventualité de la représentation proportionnelle pour Westminster et en prenant un pré-accord au cas où le Labour n'obtiendrait pas la majorité dans le futur Parlement écossais (Magnus LINKLATER, « Menzies, Mandy and Marriage », *The Times*, 29/4/1999, p.22).

Tableau 7 : composition en sièges de la Chambre des Communes (1997)

Conservateurs	Travailleurs	Libéraux Démocrates	Autres
165	419	46	11

Source : Monica CHARLOT, « Grande-Bretagne : une alternance annoncée »,
Revue politique et parlementaire, n°988, mai-juin 1997, p; 61.



L'ère du rapprochement Lib-Lab

Si l'ampleur de la majorité travailliste à la Chambre des Communes signifiait que les députés libéraux démocrates avaient peu de chances d'influencer les votes, les Libéraux Démocrates soutinrent néanmoins la nécessité d'une coopération entre les deux partis, autour des mesures qu'ils approuvaient tous les deux. Le Labour s'y montra favorable, en particulier pour les réformes constitutionnelles; à cet effet, les deux partis créèrent une commission consultative commune avant les élections afin d'élaborer les propositions de réforme de la constitution (la commission Cook-Maclennan), et après les élections, Tony Blair forma un comité conjoint pour les réformes

constitutionnelles (*joint committee*) comprenant un certain nombre de membres libéraux démocrates.

Craignant qu'elle n'affaiblisse l'autonomie du parti, tous les membres du parti Libéral Démocrate ne furent pas partisans de la politique de coopération étroite (*close relations*) avec le Labour initiée par Paddy Ashdown, ainsi même le récent successeur de celui-ci, Charles Kennedy, considéré comme un modéré, déclara dans son discours d'investiture qu'il désirait que son parti soit une alternative « progressiste, indépendante et forte » au Labour¹¹². De plus, certains membres du Labour, issus généralement de son aile gauche, étaient défavorables à un rapprochement entre leur parti et les Libéraux Démocrates, craignant que cela n'hypothèque totalement un éventuel, mais improbable, retour du Labour vers des politiques radicales de gauche. Toutefois, les Libéraux Démocrates ont maintenu leur politique de coopération, tout en insistant sur la nécessité de maintenir leur indépendance¹¹³. L'intérêt de cette politique est double, d'une part, elle leur permet de contribuer d'une certaine manière au processus gouvernemental, et d'affirmer qu'ils pratiquent un nouveau style de politique, moins conflictuel.

D'autre part, pour le *New Labour* de Tony Blair, l'intérêt est peut-être à plus long terme, au cas où une forme de scrutin proportionnel serait mise en place pour la Chambre des Communes, le Labour pourrait, dans le futur, dépendre du soutien des Libéraux Démocrates pour former une majorité parlementaire; une coopération Lib-Lab à Westminster lui permettant non seulement de marginaliser les Conservateurs durant cette législature, mais offre également la possibilité de les marginaliser dans les suivantes¹¹⁴.

L'aspect le plus radical du manifeste travailliste pour les élections de 1997 était certainement le programme de réformes constitutionnelles (Chambre des Lords, Chambre des Communes, mode de scrutin, incorporation de la

¹¹²Tom BALDWIN, Roland WATSON, « Kennedy Keeps the Party Guessing », *The Times*, 10/8/199, p. 10.

¹¹³Philip NORTON, « Le système britannique après les élections de 1997 », *Pouvoirs*, 85, 1998, p. 33.

Convention européenne des Droits de l'Homme, *Freedom of Information Act*, décentralisation-fédéralisation vers l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Ulster, etc.) qui, s'il est intégralement mis en oeuvre, va transformer totalement le système politique britannique.

Ainsi, comme Blair s'y était engagé, le dossier écossais a progressé très vite; la législation nécessaire à la tenue d'un référendum a été votée dès juin 1997 en procédure d'urgence à la Chambre des Communes. Le référendum a été tenu le 11 septembre de la même année, il comportait une double question : 1) Approuvez-vous la création d'un Parlement écossais ? 2) Désirez-vous que ce Parlement dispose de pouvoirs fiscaux ? A la première question, 74,3 % des électeurs écossais ont répondu « oui »; à la seconde, « oui » à 63,5 %. Bien que la participation ait été assez faible, le verdict n'en était pas moins clair. Une fois ce double « oui » acquis, il ne resta plus qu'à faire voter le statut de l'Ecosse par Westminster.

Le 18 septembre 1997, le résultat a été moins évident lors de l'approbation de la création d'une assemblée régionale au Pays de Galles : 50,3 % de « oui », avec des divisions profondes (11 comtés pour, 11 contre) et un taux de participation inférieur à 50 % (49,7 %) ¹¹⁵.

Le 6 mai 1999, parallèlement aux élections locales en Angleterre, se déroulèrent donc les premières élections pour le Parlement écossais, en sommeil depuis 292 ans, ainsi que pour l'assemblée galloise (disparue depuis six siècles), disposant néanmoins d'une moindre autonomie. Ce fut selon *The Guardian*, « l'un des grands moments créateurs de l'Histoire politique britannique » ¹¹⁶. Cependant, à peine 58,7 % des électeurs écossais et 40 % des électeurs gallois se déplacèrent jusqu'aux isolements pour choisir leurs représentants, par l'intermédiaire d'un mode de scrutin mixte (par circonscription : 1 représentant élu au scrutin majoritaire à un tour, et 1 représentant élu à la proportionnelle sur une liste régionale déterminée par les partis). Les résultats furent nuancés, chaque protagoniste ayant à la fois

¹¹⁴Ibid., p. 34.

¹¹⁵Jacques LERUEZ, Op. Cit., p. 175.

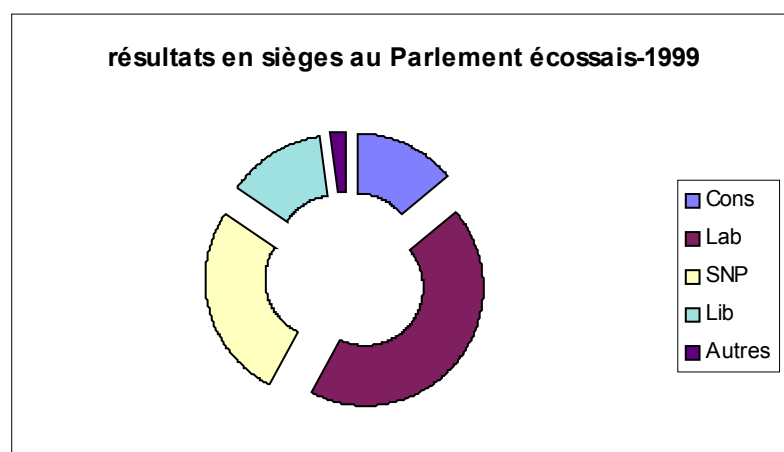
gagné et perdu; le Labour demeura le premier parti à l'échelon local et britannique, les Conservateurs donnèrent des signes de redressement, les Libéraux Démocrates consolidèrent leurs positions dans les grandes villes ainsi que dans les circonscriptions rurales, et les partis nationalistes (SNP, *Plaid Cymru*) enregistrèrent une performance historique¹¹⁷.

Tableau 8 : élections pour le Parlement écossais-1999

Mode d'élection	Conservateurs	Travailleurs	Lib. Démocrates	SNP
Sièges au scr. maj.	0	53	12*	7
Sièges à la propor.	18	3	5	28
Total sièges	18	56	17	35

* Sièges remportés par les Libéraux Démocrates au scrutin unominal à un tour : Edinburgh West - Gordon - Orkney - Ross, Skye & Inverness - Aberdeen South - Aberdeenshire West & Kin - Fife North East - Roxburgh & Berwickshire - Shetland - Tweeddale, Ettrick & Lan - Argyll & Bute - Caithness & Sutherland.

Source : BBC Ceefax, télétexte de BBC 2, 7/8/1999.



¹¹⁶Anonyme, *The Guardian*, 8/5/1999, p. 9.

¹¹⁷Peter RIDDELL, « How the Nations voted », *The Times*, 8/5/1999, p. 5.

A l'issue de cette élection pour le nouveau Parlement écossais, le Labour ne remporta que 56 sièges, performance insuffisante pour obtenir la majorité dans l'assemblée (65/129). Les Libéraux Démocrates, apparaissant prêts à offrir leur soutien en échange d'un compromis du Labour, en firent la force d'appoint toute désignée pour écarter les nationalistes du SNP. Le nouveau mode de scrutin mixte élargit également le spectre politique britannique en permettant la première élection d'un candidat du *Green Party* en Grande-Bretagne¹¹⁸.

Donald Dewar, le futur chef de l'exécutif écossais, déclara à l'issue des élections que « la perspective d'une coalition reflétait le désir de la population écossaise d'un nouveau style de politique, plus consensuel que celui en vigueur à Westminster »¹¹⁹. Jim Wallace, leader des Libéraux Démocrates écossais, considérait toutefois que l'éventualité d'une coalition restait conditionnée par des concessions significatives du Labour.

Ashdown mit également en garde le parti de Tony Blair, « les ministres vont devoir faire des compromis, cela s'appelle la démocratie »¹²⁰, bien que tous deux semblassent en réalité satisfaits à l'idée d'un renforcement des liens entre leurs partis respectifs dans le cadre du Parlement écossais, Blair déclarant à cet effet : « je n'ai aucun doute sur le fait que nous formerons un bon, fort et stable gouvernement en Ecosse »¹²¹, même si son enthousiasme ne semblait pas être partagé par l'ensemble de son cabinet et de son parti.

Le succès ou l'échec de ce partenariat sera examiné avec intérêt à Londres par les partisans et les opposants travaillistes (notamment le *deputy Prime Minister* [vice-Premier Ministre] John Prescott) de la coopération avec les Libéraux Démocrates. Cette coalition est sans aucun doute très différente du pacte Lib-Lab du gouvernement Callaghan, dans lequel les Libéraux n'obtinrent aucun poste ministériel et avaient une influence négligeable. L'une des pierres d'achoppement à la constitution de la coalition fut

¹¹⁸Ewen McASKILL, Gerard SEENAN, « The Lib-Lab Horse Trading Begins », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 5.

¹¹⁹Celui-ci, Robin Harper, mena sa campagne électorale rien qu'en vélo et en transports publics. (Ewen McASKILL, Gerard SEENAN, « The Lib-Lab Horse Trading Begins », Op. Cit., p. 5.).

¹²⁰Michael WHITE, « The Hard Bargaining Begins », *The Guardian*, 8/5/1999, p.1.

notamment la problématique des minerval (*tuition fees*) de 1 000 £¹²² exigés aux étudiants écossais, dont les Libéraux Démocrates écossais de Jim Wallace, appuyés par la majorité de la population, demanderont l'abrogation en préalable. Cependant, si le Labour ne parvient pas à obtenir un compromis sur cette matière et que les pourparlers échouent, Donald Dewar sera mis en minorité par le Parlement écossais; ce qui veut dire que le gouvernement de Westminster sera mis dans une situation embarrassante, devant défendre des minerval pour les étudiants anglais et gallois, alors que les écossais ne payeront rien (à la suite du référendum, le Parlement écossais est compétent pour l'enseignement en Ecosse, alors que pour l'Angleterre et le Pays de Galles, c'est Westminster qui prendra les décisions en cette matière). Cependant, certains observateurs prédisent un compromis entre les deux partis dans lequel les Libéraux Démocrates renonceraient à l'abolition des *tuition fees* en échange d'un accroissement des investissements dans l'enseignement écossais¹²³. Jim Wallace exigera également des promesses du Labour en ce qui concerne l'introduction de la représentation proportionnelle au niveau local, l'augmentation des investissements dans l'enseignement, ainsi que des efforts pour lutter contre la dépopulation des zones rurales d'Ecosse¹²⁴.

Tableau 9 : élections pour l'assemblée régionale galloise-1999

Conservateurs	Travailleurs	Libéraux Démocrates	Plaid Cymru
9	28	6*	17

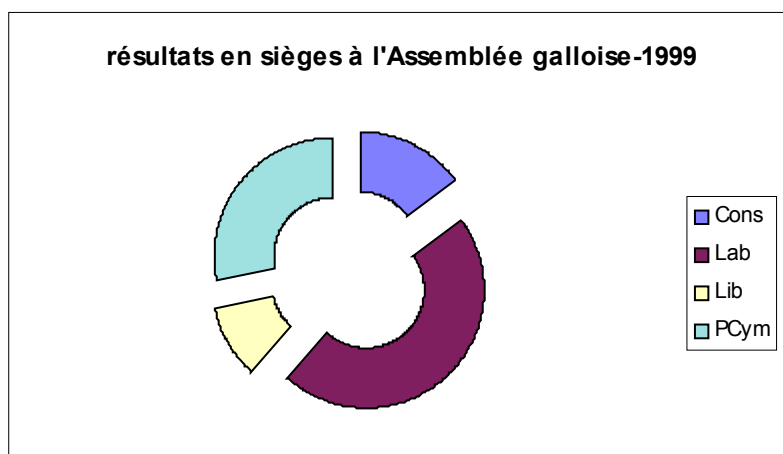
* Sièges remportés par les Libéraux Démocrates au scrutin uninominal à un tour : Brecon & Radnorshire - Cardiff Central - Montgomeryshire.

Source : BBC Ceefax, télétexte de BBC 2, 7/5/1999.

¹²¹Ewen McASKILL, Gerard SEENAN, « The Lib-Lab Horse Trading Begins », Op. Cit., p. 5.

¹²²Don FOSTER, « Conservative + Labour x Student Fees = Chaos for Students », *News-4/11/1999*,
<http://www.libdems.org.uk>.

¹²³Jason ALLARDYCE, Magnus LINKLATER, « Wallace Wary of Bridge Too Far for Lib Dems », *The Times*, 29/4/1999, p. 15.



Au Pays de Galles, le grand événement fut la puissante percée des nationalistes du *Plaid Cymru*, ainsi les sièges de Islwyn, dont Neil Kinnock, l'ancien leader travailliste, fut titulaire, et de Rhondda, au coeur du pays minier travailliste, tombèrent aux mains des nationalistes qui s'adjugèrent pas moins de 17 sièges sur les 60 de l'assemblée galloise, alors que les Libéraux Démocrates n'en remportèrent que 6. Alun Michael, le futur et éphémère¹²⁵ chef travailliste de l'exécutif gallois (en gallois... le *Prif Ysgrifennydd*¹²⁶) faillit même être battu dans sa circonscription¹²⁷.

Tableau 10 : % des partis aux élections locales en Angleterre-1999

Conservateurs	Travaillistes	Libéraux Démocrates
33 %	36 %	27 %

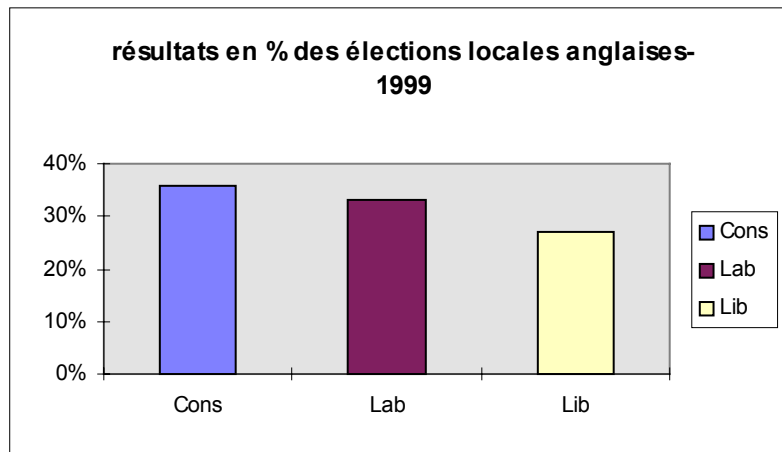
Source : Michael WHITE, « The Hard Bargaining Begins », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 1.

¹²⁴ Awen McASKYLL, Gerard SEENAN, « The Lib-Lab Horse Trading Begins », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 5.

¹²⁵ Alun Michael a démissionné au début du mois de février 2000.

¹²⁶ Valerie ELLIOTT, « 'Dafydd' beats the Goliath of Formality », *The Times*, 27/5/1999, p.15.

¹²⁷ Geoffrey GIBBS, « Wales : Shocked Labour in Call fo Calm », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 5.



Si les élections locales anglaises virent la perte de 1 000 sièges et de 26 *local councils* pour le Labour, ce dernier détenait néanmoins la position la plus forte jamais enregistrée pour un parti au pouvoir à ce stade de la législature. De plus, le taux de participation très faible (29 %) laisse croire qu'une partie des supporters du *New Labour* restèrent chez eux, surtout dans les grandes villes du Nord de l'Angleterre où les Libéraux Démocrates enregistrèrent quelques succès spectaculaires. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure la faiblesse du taux de participation est due à la satisfaction des électeurs anglais vis-à-vis de la politique du Labour (l'hypothèse défendue par le leadership) ou à leur mécontentement. En ce qui concerne les Conservateurs, ils remportèrent 1 300 nouveaux sièges locaux, attirant 33 % des électeurs anglais, à peine 2 % de plus que lors des dernières élections générales. Si les Conservateurs de William Hague ont légèrement progressé (lui permettant d'ailleurs de sauver sa tête alors que son leadership était remis en question), en redevenant avec 4 000 sièges et 61 *local councils* le second parti anglais au niveau local, place qu'ils avaient perdue au profit des Libéraux Démocrates, ils restent loin des 12 000 sièges détenus par le parti Conservateur en 1979, ont deux fois moins de *local councils* que le Labour et ne contrôlent aucune grande ville¹²⁸. Selon Jonathan Freedland du *Guardian*, « en tant que force politique à l'échelle britannique, les Tories

¹²⁸ « Vote Share Up and Big Gains in Cities : Liberal Democrats Now a Party of Real Power Across Britain », *News*-7/5/1999, <http://www.libdems.org.uk>.

semblent s'évanouir. Ils deviennent, par processus d'élimination l'ENP - l'*English National Party*. »¹²⁹.

Les Libéraux Démocrates, s'ils ont perdu 130 sièges locaux et le contrôle de 11 *local councils* et sont redevenus le troisième parti de ce niveau de pouvoir, ont fait un saut de près de 10 % par rapport aux élections générales de 1997, soulignant leur capacité à faire mieux lors des élections locales que lors des élections générales ou européennes. Globalement, les Libéraux Démocrates ont réussi à conserver les ¾ des sièges acquis en 1995, s'ils ont en cédé au Conservateurs au Sud de l'Angleterre (Horsham, New Forest, East Dorset, Sedgemoor, North Somerset et South Hams), ils ont réussi à capturer certaines forteresses travaillistes comme Liverpool, Stockport et surtout Sheffield, où ils interrompirent un règne travailliste de 70 ans et où, selon les mots du Lord-Maire Frank White, en poste depuis 22 ans, ils infligèrent à l'équipe sortante a *kick in the backside*.

Ces résultats en Angleterre, ainsi que la coalition qui se profilait à l'horizon en Ecosse, permirent à Paddy Ashdown de déclarer au nom de son parti : « nous ne sommes plus un parti de protestation. Nous sommes un parti de pouvoir. A la vue des résultats de la nuit dernière, mon successeur, qui qu'il soit, héritera d'un parti fort et qui le devient de plus en plus. »¹³⁰.

Même si beaucoup de ces Libéraux Démocrates victorieux s'opposent à la politique de *close relations* de Ashdown avec le cabinet Blair, ce qui pourrait compliquer la tâche du nouveau leader Charles Kennedy¹³¹.

Tableau 11 : résultats des partis en sièges au Parlement européen

Conser- vateurs	Travai- llistes	Lib. Dems	UKIP	SNP	Plaid Cymru	Greens
----------------------------	----------------------------	----------------------	-------------	------------	------------------------	---------------

¹²⁹Jonathan FREEDLAND, « A Nation that Will Never Be the Same Again », *The Guardian*, 5/5/1999, p. 1.

¹³⁰Peter RIDDELL, « How the Nations Voted », *The Times*, 8/5/1999, p. 17

¹³¹- Nicholas WATT, « Modest is Good Enough for Hague », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 4.

- Martin WAINWRIGHT, « Poor State of Repairs », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 4.

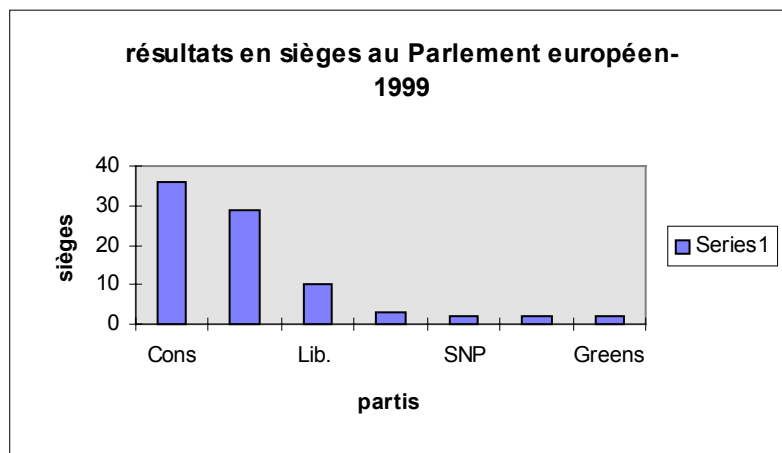
- Peter HETHERINGTON, « Prescott Turns Losses into Triumph », *The Guardian*, 8/5/1999, p. 4.

- Jonathan FREEDLAND, « A Nation that Will Never Be the Same Again », Op. Cit., p. 1.

- Peter RIDDELL, « How the Nations Voted », Op. Cit., p. 17.

36	29	10	3	2	2	2
----	----	----	---	---	---	---

Source : Philip WEBSTER, Tom BALDWIN, « Blair at Bay over the Future of the Pound », *The Times*, 15/6/1999, p. 1.



Un peu plus d'un mois plus tard, les élections européennes, tenues également par l'intermédiaire du nouveau mode d'élection déjà utilisé pour constituer les assemblées galloise et écossaise, furent indéniablement un revers sérieux pour le Labour et les europhiles britanniques en général. En effet, marquées dès le départ par un taux de participation très faible (23,35 %), le plus bas de toute l'Union européenne, elles permirent aux eurosceptiques les plus actifs de marquer des points. Ainsi les Conservateurs progressèrent le plus dans les régions où le taux de participation était le plus bas : en Ecosse, dans le Nord-Ouest et le Nord-Est de l'Angleterre, ainsi que le Yorkshire & Humberside. Une autre caractéristique de ce scrutin fut le pourcentage élevé (23 % tous partis confondus) des partis « alternatifs », comme les verts du *Green Party*, les anti-européens du *UK Independence Party (UKIP)* et les nationalistes écossais (SNP) et gallois (*Plaid Cymru*), ces derniers enregistrant un pourcentage record de près de 29,57 % au Pays de Galles, talonnant le Labour (31,88 % des voix) à la seconde place.

Pour les Libéraux Démocrates, ces élections furent une puissante désillusion, même si leur représentation à Bruxelles-Strasbourg passa de 2 à 10 grâce au nouveau mode de scrutin. Dans leur fief du Sud-Ouest, ils perdirent la

première place qu'ils avaient acquises lors des élections européennes de 1994, rétrogradant à la troisième place derrière les Conservateurs et les Travaillistes, et subirent un transfert de voix inattendu au profit des anti-européens du *UKIP*. De plus, à Londres et dans le Sud-Est, une partie de leurs électeurs de 1994 se détournèrent d'eux au profit du *Green Party*, et en Ecosse au profit des Conservateurs¹³². Face à ces résultats médiocres, Ashdown reprocha à Tony Blair de n'avoir pas suffisamment mis en avant le message pro-européen durant une campagne électorale dominée par la question de la monnaie unique, permettant ainsi aux eurosceptiques du parti Conservateur et du *UKIP* d'occuper le terrain, ainsi qu'un des proches conseillers de Ashdown le déclara : « Paddy voulait que Blair conduise l'opinion publique plutôt que la suivre »¹³³.

Suite à son échec électoral, une partie du leadership du Labour redoubla ses attaques contre ce nouveau système électoral qui avait permis par deux fois aux Conservateurs d'enregistrer une performance inespérée, ce qui eût été impossible dans le cadre du scrutin uninominal à un tour, ainsi un MP du Labour déclara : « certains d'entre-nous craignent qu'Ashdown se soit servi de nous pour faire des avancées, comme la représentation proportionnelle, qu'il n'aurait jamais pu obtenir par ses propres moyens. ».

Le prochain remplacement de Ashdown à la tête des Libéraux Démocrates par quelqu'un de moins favorable aux *close relations* Lib-Lab, fut dès lors accueilli avec soulagement par cette frange du Labour, alors que l'éventualité d'une représentation proportionnelle pour la Chambre des Communes s'éloignait de plus en plus¹³⁴.

*Conclusion : « A New Leader for New Times »*¹³⁵

¹³²Philip WEBSTER, Tom BALDWIN, « Tories Must Beware Sting in the Tail », *The Times*, 15/6/1999, p. 21.

¹³³Philip WEBSTER, « Ashdown Departs with PR Dreams in Tatters », *The Times*, 15/6/1999, p. 19.

¹³⁴*Ibid.*, p. 19.

¹³⁵Slogan de Charles Kennedy durant la campagne pour la succession de Ashdown.

En effet, en janvier 1999, Paddy Ashdown avait annoncé sa démission, après avoir dirigé les Libéraux Démocrates pendant 11 ans. Durant son mandat, Ashdown, a changé le nom du parti, son organisation et sa ligne politique; en 1988, si Ashdown avait hérité d'un parti démoralisé et brisé par un processus de fusion qui faillit tourner à la catastrophe, il parvint à transformer les Libéraux Démocrates en une force politique crédible¹³⁶.

Huit candidats se présentèrent à sa succession, Charles Kennedy, le poulain de Ashdown et le favori des *bookmakers*, David Rendel, Jackie Ballard, Malcolm Bruce, Simon Hugues, Paul Tyler, Menzies Campbell et Don Foster, les trois derniers se retirèrent de manière anticipée, dans le cas de Foster, en échange, dit-on, d'une promesse de Charles Kennedy de prolonger le comité conjoint Lib-Lab sur les réformes constitutionnelles une fois son élection assurée.

Charles Kennedy apparut rapidement comme étant le favori pour succéder à Paddy Ashdown, on le décrit comme moins enthousiaste que lui envers la politique de collaboration Lib-Lab, bien que son élection fût de nature à rassurer Tony Blair sur la poursuite de celle-ci. En effet, quant aux autres *challengers*, ils apparaissaient carrément hostiles à la continuation de la *close relation* avec le Labour, à l'image d'une partie importante des membres du parti¹³⁷.

Quoi qu'il en soit, le 9 août 1999, au *Commonwealth Club* de Londres, le résultat du vote postal de 51 006 membres, sur plus de 85 000, (participation de 61,6 %) du parti Libéral Démocrate fut annoncé. Au terme d'un mode de sélection démocratique mais complexe, Charles Kennedy fut élu, à une majorité plus étroite que prévue, devant Simon Hugues avec 56,6 % des voix, contre 43,4 % pour Hugues¹³⁸, dont le score élevé démontre l'ampleur du

¹³⁶ « Paddy's Successor », *Westminster Special*, BBC 2, 9/8/1999.

¹³⁷ Philip WEBSTER, James LANDALE, « LibDem Hopefuls Step Aside in Bid to Block Kennedy », *The Times*, 26/4/1999, p. 12.

¹³⁸ Ce résultat va sans doute lui garantir le poste de *deputy leader* (vice-président), en remplacement d'Alan Beith, qui part à la retraite, ainsi qu'une influence considérable sur la politique qui sera menée par Kennedy (« Paddy's Successor », *Westminster Special*, BBC2, 9/8/1999).

manque d'adhésion de la base du parti envers la politique de *close relation* défendue par Ashdown.

Avec l'élection de Kennedy, on peut s'attendre à un certain changement de style au niveau du leadership des Libéraux Démocrates. En effet, Charles Kennedy, passe, selon la presse britannique, pour un homme assez désinvolte, à la différence de Paddy Ashdown dont la personnalité appelait plutôt un certain respect amical. L'élection de Charles Kennedy a fait taire les critiques le stigmatisant comme un personnage « ayant un grand avenir derrière lui »¹³⁹; en effet, à 39 ans, il a déjà une longue carrière politique derrière lui, élu à 23 ans en 1983 à la Chambre des Communes pour le SDP¹⁴⁰ dans la circonscription écossaise rurale de Ross, Skye & Inverness, il apparut rapidement comme un leader de parti potentiel, voire comme un futur Premier Ministre, plus à cette époque que le MP Labour de Sedgefield, Tony Blair. Il prit certains risques politiques en s'opposant à David Owen et en étant à l'avant-garde des supporters de la fusion entre SDP et Libéraux, et en 1988, à 29 ans, il refusa, malgré les pressions, de présenter sa candidature comme leader du nouveau parti. Ensuite, il se fit surtout connaître du grand public par ses multiples apparitions dans les médias radiophoniques et télévisés, où il apparaissait comme un invité amusant et agréable, ce qui lui vaut une image de comique aux idées indéfinies (*great on jokes but light on policies*)¹⁴¹. Comme le déclarait le *Guardian*, « maintenant, la politique britannique a son Kennedy. C'est un nom charismatique, et si Charles Kennedy a remporté le leadership des Libéraux Démocrates, c'est notamment parce qu'il était un candidat ayant du charisme [...] »¹⁴². Mais si Kennedy est perçu comme quelqu'un de charismatique, Peter Riddell du *Times* le compare à David Steel, considérant qu'ils ont à la fois les mêmes

¹³⁹Roland WATSON, Tom BALDWIN, « Kennedy Keeps the Party Guessing », *The Times*, 10/8/1999, p. 10

¹⁴⁰Kennedy à propos de ses premiers pas au SDP : « Etre au SDP était comme avoir sa première voiture, même si elle est maintenant à la casse, elle conserve toujours une place particulière dans votre coeur » (Roland WATSON, Tom BALDWIN, « Kennedy Keeps the Party Guessing », Op. Cit., p. 10).

¹⁴¹Roland WATSON, Tom BALDWIN, « Kennedy Keeps the Party Guessing », Op. Cit., p. 10.

¹⁴²Anonyme, « Here Comes Charlie... With a Difficult Balancing Act to Perform », *The Guardian*, 10/8/1999, p.9.

forces et les mêmes faiblesses : « le charme, l'habileté politique et le caractère médiatique, mais aussi une réputation de légèreté et de manque de profondeur idéologique. »¹⁴³.

Dans son discours d'investiture, Charles Kennedy mit cependant l'accent sur une série de thèmes libéraux démocrates classiques sur lesquels il comptait baser son leadership : l'intégration européenne, à propos de laquelle il veut convaincre les électeurs britanniques, sur un ton pragmatique « qu'il est patriotique d'être pro-européen, c'est bon pour la Grande-Bretagne parce que c'est bon pour le commerce britannique et les emplois britanniques. L'alternative pour la Grande-Bretagne, c'est d'être sur la touche pour toujours. »¹⁴⁴.

Kennedy reprit également des thèmes comme l'environnement, la poursuite des réformes constitutionnelles, l'amélioration des services publics et surtout la justice sociale, déclarant vouloir « se battre pour une Grande-Bretagne plus juste, et donner la parole aux démunis et aux défavorisés, parce que ceux-ci ne sont certainement pas entendus par le *New Labour*. »¹⁴⁵. (*fight for a fairer Britain and give voice to the disadvantaged and the dispossessed, because those voices are not be heard by the New Labour, that's for sure*).

Mais la grande question qui dominait les esprits au sein du parti était celle de la nature des liens futurs avec le Labour, la réponse de Kennedy fut toute en nuance et dans la ligne de la déclaration commune Blair-Ashdown du 11 novembre 1998, déclarant avoir la volonté de faire des Libéraux Démocrates « un parti politique fort, confiant et indépendant. Suffisamment fort pour faire la différence, suffisamment confiant pour coopérer, [...] avec le gouvernement quand nous sommes d'accord, mais suffisamment indépendant pour combattre et vaincre quand nous ne sommes pas

¹⁴³Peter RIDDELL, « Who Cares Who Leads the Lib Dems ? », *The Times*, 14/6/1999, p. 22.

¹⁴⁴ « Paddy's Successor », *Westminster Special*, BBC2, 9/8/1999.

¹⁴⁵Ibid.

d'accord »¹⁴⁶ (*a strong, confident, independent political party. Strong enough to make a difference, confident enough to cooperate, to cooperate with the government when we agree, independent enough to fight and win when we disagree*).

Il semble ainsi mettre ses pas dans ceux de Paddy Ashdown, qui, avant de se retirer, mit en garde contre les dangers d'un abandon par les Libéraux Démocrates de la politique de *close relation* avec le Labour, s'opposant ainsi de manière directe à une partie des prétendants à sa succession, il appela à une extension des compétences du *joint committee* sur les questions constitutionnelles. Pour Ashdown, si ce renforcement de la coopération n'a pas lieu, celle-ci perdra sa dynamique et cèdera à nouveau la place à la politique conflictuelle. Selon lui, la vie politique britannique se trouve à la croisée des chemins, comme dans les années 1910-20. Le défi pour Charles Kennedy est alors d'assurer que le parti Libéral Démocrate, en coopérant avec le *New Labour*, ne reste pas sur le quai et ne participe pas en spectateur à la mutation du système politique, même si la politique centriste de Tony Blair apparaît à la fois comme une « opportunité et un grand danger » pour la survie d'une « conscience libérale » indépendante¹⁴⁷.

3. CONCLUSION GÉNÉRALE

Les causes du renouveau libéral

Il est indéniable que le mode de scrutin majoritaire à un tour est défavorable à l'expression d'une troisième force politique en Grande-Bretagne, pourtant il a sans doute permis et même favorisé la survie du parti Libéral durant les années cinquante. La persistance de ce mouvement ultra-minoritaire a bénéficié du désintérêt des grands partis pour ce qui n'était à l'époque ni une menace ni même un enjeu pour eux. De plus, ce système qui

¹⁴⁶Ibid.

a désavantagé le parti Libéral puis ses successeurs, a handicapé également ses éventuels challengers que sont les partis nationalistes (écossais et gallois) et les écologistes qui n'ont pu remettre en cause sa position d'*outsider* privilégié des deux grands partis¹⁴⁸.

L'émergence du parti Libéral et de ses successeurs (Alliance, SLD puis Libéraux Démocrates) est à replacer dans le cadre d'un processus sociopolitique plus général de désalignement des électeurs vis-à-vis des loyautés de classes, l'hégémonie du bipartisme s'affaiblissant dans les années 1970, 1980 et 1990 comme le prouva l'essor conjugué de la mouvance libérale, mais aussi des nationalistes gallois et écossais, des éphémères percées du *National Front* et du *Green Party* ainsi que de la rupture entre les Conservateurs et les Unionistes d'Irlande du Nord¹⁴⁹. En 1964, 40 % des électeurs s'identifiaient fortement soit au Labour soit aux Conservateurs, en 1974, ce taux n'était plus que de 24 %¹⁵⁰. Cette transformation a plusieurs causes : d'une part, l'apparition d'une classe moyenne, de plus en plus nombreuse à partir des années cinquante, qui raisonne moins en termes d'appartenance de classe¹⁵¹, d'autre part, l'abaissement de la majorité électorale à 18 ans en 1969 a engendré une catégorie de jeunes électeurs moins enclins au vote de classe¹⁵².

Les partis de l'Alliance, en se dotant progressivement d'une identité distincte et en devenant une alternative de plus en plus crédible aux deux grands partis, ont pu ainsi profiter du développement de ce phénomène sociopolitique de « volatilité »¹⁵³ grandissante de l'électorat britannique observé à partir des années soixante : les fluctuations dans la popularité des partis s'accroissant de manière substantielle; ainsi, entre 1945 et 1965,

¹⁴⁷Interview de Paddy Ashdown, Peter RIDDELL, « It Would Be Folly To Go It Alone », *The Times*, 11/6/1999, p. 14.

¹⁴⁸John STEVENSON, Op. Cit., p. 42.

¹⁴⁹Ibid., p. 71.

¹⁵⁰Ibid., p. 70.

¹⁵¹Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 93.

¹⁵²John STEVENSON, Op. Cit., p. 71.

¹⁵³Ibid., p. 130.

seulement 8 % des élections partielles entraînaient un changement de parti, entre 1966 et 1987, ce taux s'élevait à 30 %¹⁵⁴.

L'influence croissante des médias et des campagnes électorales a également joué un rôle déterminant, devenant un facteur plus important que le milieu social et familial dans le choix des électeurs¹⁵⁵.

La fin de la domination des grands partis ?

Malgré le processus de désalignement des électeurs britanniques, la domination des Travailleurs et des Conservateurs n'a pu être remise en cause en Grande-Bretagne, même lors des élections législatives de 1983 où les partis de l'Alliance firent leurs meilleurs résultats, les deux grands partis recueillaient encore 70 % des suffrages; pour que cette hégémonie soit brisée, l'affaiblissement du duopole devrait être substantiel car des études ont montré que même avec 20 % des votes, le Labour s'adjugerait pas moins de 150 sièges, en raison de la concentration géographique de son électoral. Dans le cadre du mode de scrutin majoritaire, les partis de l'Alliance sont donc désavantagés dans leur représentation à la Chambre des Communes, étant donné la dispersion géographique de leur électoral¹⁵⁶. Jamais ils ne purent entamer de façon substantielle l'électorat du Labour en lui enlevant plus de 3,5 % de ses électeurs, ne pouvant que rarement prendre le contrôle des grandes villes de l'intérieur du pays; l'Alliance n'enregistra ses meilleurs résultats qu'en se distanciant clairement de la ligne politique suivie par le Labour, attirant ainsi un certain nombre d'électeurs conservateurs déçus¹⁵⁷. Même en Ecosse, terre traditionnellement favorable aux Libéraux, les partis de Alliance, bien que deuxième force politique après les travaillistes¹⁵⁸, ne purent s'imposer, à cause, d'une part, de la concurrence des nationalistes du SNP comme alternative aux deux grands partis et, d'autre part, du tournant

¹⁵⁴Ibid., p. 131.

¹⁵⁵Ibid., p. 71.

¹⁵⁶Ibid., p. 91.

¹⁵⁷Stephen INGLE, *Op. Cit.*, p. 185.

¹⁵⁸John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 116.

anti-conservateurs que prit l'Ecosse dans les années quatre-vingt¹⁵⁹, s'amplifiant dans les années quatre-vingt-dix, les Conservateurs y perdant toute représentation lors des élections de 1997¹⁶⁰, laissant le Labour dans une position dominante¹⁶¹. L'objectif déclaré des partis de l'Alliance, qui a toujours été de remplacer le Labour, considéré comme la « gauche cinglée »¹⁶² (*looney left*), s'est heurté au fait que leur électorat était constitué en majorité de Conservateurs déçus, d'où ce paradoxe : s'ils voulaient maximiser leur représentation au parlement, cela devait se faire aux dépens de leur objectif de remplacer le Labour comme concurrent prioritaire du parti Conservateur¹⁶³. Néanmoins, au niveau local, ils ont réussi à devenir une force permanente avec plus de 3 000 *local councillors*¹⁶⁴.

Devant l'impossibilité de réaliser cette ambition, le discours s'est alors fait plus modeste, n'envisageant plus qu'un rôle d'appoint et de balance pour les partis de l'Alliance, puis les Libéraux Démocrates, dans le cas d'un parlement sans majorité¹⁶⁵ en négociant l'entrée dans une coalition avec l'un des deux grands partis en échange d'une réforme électorale.

Ainsi, à partir de 1995, Paddy Ashdown a abandonné la politique d'équidistance entre Conservateurs et Travailleurs et s'est lancé résolument dans une politique de coopération avec le *New Labour* de Tony Blair.

« *New Labour, New Danger* »¹⁶⁶

La révision de la *Clause Four* (qui préconisait la nationalisation des moyens de production) fut une révolution, non seulement pour le Labour, mais aussi pour la vie politique britannique dans son ensemble¹⁶⁷.

¹⁵⁹Ibid., p. 89.

¹⁶⁰Monica CHARLOT, p. 62.

¹⁶¹John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 89.

¹⁶²Ibid., p. 96.

¹⁶³Ibid., p. 138.

¹⁶⁴Ibid., p. 134.

¹⁶⁵Ibid., p. 97.

¹⁶⁶Slogan du parti Conservateur lors de la campagne électorale de 1997.

¹⁶⁷David MARQUAND, Anthony WRIGHT, « Commentary : After Clause Four », *The Political Quarterly*, 66 (3), july-sept. 1995, p. 123.

La transformation (réduction de l'influence des syndicats, instauration du principe de l'OMOV [*One Man One Vote*] en 1993; abandon des nationalisations en 1995¹⁶⁸, notamment) puis l'ampleur de la victoire du parti Travailleiste aux élections législatives de 1997 semblait avoir réduit à néant l'espoir des Libéraux Démocrates d'être dans une position incontournable dans le cas de figure d'une Chambre des Communes sans majorité¹⁶⁹ dans le cadre du scrutin uninominal à un tour et a rendu improbable l'éventualité d'une mise en place du scrutin proportionnel, malgré une vague promesse de référendum après les prochaines élections générales de 2002; alors qu'en 1993, elle semblait encore possible, le Labour paraissant dans l'incapacité de vaincre les Conservateurs, au pouvoir depuis 14 ans, sans l'appoint, conditionné à la réforme électorale, des Libéraux Démocrates; certains analystes se demandèrent même si la Grande-Bretagne ne s'acheminait pas vers un système politique à parti dominant comme en Suède ou au Japon¹⁷⁰. C'était une erreur, les Libéraux Démocrates étaient soumis au risque d'un retour des grands partis vers des politiques centristes¹⁷¹. Dès 1987, le député social démocrate David Marquand entrevoyait le danger mortel couru par l'Alliance : la capture de son électorat par un parti Travailleiste ayant rompu avec les syndicats et le socialisme fondamentaliste¹⁷². On peut ainsi considérer que le *New Labour* de Tony Blair, qui reprend et applique des thèmes inscrits de longue date dans les programmes des partis de l'Alliance (réforme de la Chambre des Lords, décentralisation vers l'Ecosse et le Pays de Galles, soutien à la construction européenne, accent mis sur l'éducation et la santé¹⁷³, introduction d'un *Freedom of Information Act*, incorporation de la Convention Européenne des Droits de l'Homme dans la législation

¹⁶⁸Monica CHARLOT, Op. Cit., p. 63.

¹⁶⁹Ibid., p. 62.

¹⁷⁰- Ben PIMLOTT, « Is there an Alternative to a Pact ? », *The Political Quarterly*, 58 (4), oct.-dec. 1987, p. 442.
- John STEVENSON, Op. Cit., p. 140.

¹⁷¹- Ibid., p. 128.

- Stuart WEIR, « Waiting for Change : Public Opinion and Electoral Reform », *The Political Quarterly*, 63 (2), p. 220-221.

¹⁷²Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 102.

¹⁷³Monica CHARLOT, Op. Cit., p. 63.

britannique¹⁷⁴, ...), est une menace pour la survie d'une troisième force politique indépendante en Grande-Bretagne. En effet, avec un *New Labour* radical et non-socialiste, l'existence même des Libéraux Démocrates est en péril¹⁷⁵. Le risque est grand, bien entendu, de se laisser prendre à la séduisante simplicité du modèle linéaire gauche-droite. Selon ce modèle, chaque personnalité, chaque concept et chaque parti peut être placé quelque part sur un axe gauche-droite; le succès dépend alors de l'occupation ou non d'une position suffisamment centrale pour obtenir une majorité. Cependant, comme l'Histoire l'a montré, le populisme de l'extrême-droite comme celui de l'extrême-gauche peuvent obtenir des soutiens si massifs qu'ils ridiculisent ce modèle simpliste. Il n'empêche que dans le cas britannique, ce modèle a encore sa justification et explique largement la stratégie du parti Libéral, de l'Alliance puis des Libéraux Démocrates et, maintenant du *New Labour*¹⁷⁶.

Certains avaient prédit que les années 1990, avec l'émergence de nouveaux enjeux comme le féminisme, l'environnement (les Libéraux Démocrates apparaissant comme un parti précurseur en ces matières¹⁷⁷), ou l'immigration, verraient l'effondrement des grandes idéologies et un succès croissant des petits partis; les élections législatives de 1997 montrent que malgré tout les grands partis peuvent intégrer les nouvelles demandes, les nouvelles préoccupations des électeurs¹⁷⁸. En 1997, Tony Blair a réussi à convaincre les électeurs du Centre, dont le Labour avait besoin pour remporter une majorité, que le Travaillisme n'est désormais plus à craindre¹⁷⁹. Bien que les Libéraux Démocrates aient enregistré lors de ces élections leur

¹⁷⁴ - Stephen INGLE, Op. Cit., p. 181.

- Leonard TIVEY, Anthony WRIGHT, Op. Cit., p. 87.

- Anne APPLEBAUM, « Tony Blair and the New Left », *Foreign Affairs*, New York march/april 1997, p. 55.

¹⁷⁵ Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 108.

¹⁷⁶ David BUTLER, « Le système de partis : désalignement ou réaligement ? », *Pouvoirs*, 37, p. 29.

¹⁷⁷ - Bernadette C. HAYES, « Gender, feminism and electoral behaviour in Britain », *Electoral Studies*, vol. 16, n° 2, joint editors : Bo Särilvik (Göteborg), Iain McLean (Oxford), Harold Clarke (Denton, Texas), June 1997, p. 211.

- John STEVENSON, Op. Cit., p. 34 & 108.

¹⁷⁸ Monica CHARLOT, Op. Cit., p. 65.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 63.

plus forte représentation depuis 1929, ce succès ne pourrait être qu'un sursis, car un retour sur la scène politique d'un parti Conservateur modernisé et non-thatchérien¹⁸⁰ allié aux performances du *New Labour* leur serait sans doute fatal¹⁸¹.

En 1959, le leader libéral Jo Grimond souhaitait mettre sur pied une alternative radicale et non-socialiste au parti Conservateur, mais il n'avait aucune idée du nom à donner à cet hypothétique mouvement, peut-être est-ce tout simplement le *Labour Party*¹⁸². Actuellement, celui-ci incarne de manière presque parfaite ce que les fondateurs du SDP désiraient. Le Labour est pro-Europe¹⁸³, pro-marché, pro-réformes constitutionnelles et s'est éloigné des syndicats. Si les Sociaux Démocrates de 1981 ont perdu la bataille, ils ont sans doute gagné la guerre. Depuis le début des années 1990, le Labour et les Libéraux Démocrates occupent le même espace idéologique, le problème est qu'il est divisé entre-eux deux.

The Project

Alors quelle sera la place future des Libéraux Démocrates dans la vie politique britannique?

Soit la fonction des Libéraux Démocrates sera d'agir, en toute indépendance, comme refuge pour ceux qui ne se reconnaissent pas, ou plus, dans les deux grands partis, comme semble le désirer un partie

¹⁸⁰ - Au cours des années 1970, une partie du leadership conservateur prit en effet des positions favorables à des mesures de réformes constitutionnelles, ainsi Lord Scarman défendit un *Bill of Rights* et une constitution écrite, considérant que les développements politiques et administratifs avaient créé un déséquilibre dans la constitution britannique; Lord Crowther-Hunt proposa de décentraliser une partie du pouvoir politique à des organes régionaux élus; concernant le mode de scrutin uninominal à un tour, Lord Hailsham mit en garde contre les dangers de la dictature électorale, et Lord Blake publia un rapport pour la Hansard Society recommandant l'introduction d'un système électoral mixte se rapprochant de celui en vigueur en RFA, duquel le mode d'élection, décidé par le cabinet Blair, pour les élections européennes, ainsi que pour les assemblées écossaises et galloises se rapproche d'ailleurs. (Stuart WEIR, « Waiting for Change : Public Opinion and Electoral Reform », *The Political Quarterly*, 63 (2), p. 198.).

- Néanmoins, il semble que le parti Conservateur post-Thatcher n'ai pas encore eu son « XX^e Congrès » (Andrew GRICE, « Tories 'near Meltdown' over Lilley », *The Independent*, 29/4/1999, p. 9).

¹⁸¹ Anthony SELDON, Op. Cit., p. 48.

¹⁸² Lynton ROBINS, Hilary BLACKMORE, Robert PYPER, Op. Cit., p. 107.

importante des membres et du leadership du parti. C'est une tâche sans héroïsme, mais qui demeure utile¹⁸⁴, avec la consolation de savoir que la mutation du Labour aura démontré l'apport indéniable en idées nouvelles des Libéraux et de leurs alliés dans la vie politique britannique¹⁸⁵. Mais elle éloignera durablement les Libéraux Démocrates du pouvoir à Westminster dans le cadre du mode de scrutin uninominal à un tour qui persiste malgré tout à leur être particulièrement défavorable.

Soit, les Libéraux Démocrates poursuivent la politique de *close relations* avec le Labour initiée par Paddy Ashdown et Tony Blair.

Ainsi, il semble que la récente victoire de Charles Kennedy pour la succession de Paddy Ashdown satisfasse Downing Street, en effet, Blair a suivi avec attention la « guerre de succession » de Ashdown à la tête des Libéraux Démocrates depuis sa villégiature de Toscane, craignant que la victoire éventuelle de Simon Huges, résolument hostile à la politique de *close relation*, ne marque la fin de ce que Tony Blair appelle *The Project* : la réunion, après un siècle de division, des différentes composantes du Centre-gauche britannique en une entité unique. En effet, depuis un certain nombre d'années, Tony Blair accorde une surprenante importance à sa relation avec les Libéraux Démocrates, alors « qu'il aurait pu les avaler tous crus » (*when he could have swallowed them alive*)¹⁸⁶. A la différence des années 1980 où le Labour vira résolument à gauche et les Conservateurs de Thatcher à droite, laissant le vaste champ politique central à la disposition de l'Alliance SDP-parti Libéral, Blair a poussé le Labour vers le Centre, avec le succès que l'on sait. Mais au lieu de balayer les Libéraux Démocrates définitivement, il les a pris au sérieux et leur a offert une petite place au soleil, à travers le *joint committee* pour les réformes constitutionnelles et surtout l'introduction d'une dose de proportionnelle pour les élections européennes et régionales,

¹⁸³Stephen TINDALE, « Learning to Love the Market : Labour and the European Community », *The Political Quarterly*, 63 (3), july-sept. 1992, pp. 276-300.

¹⁸⁴Dennis KAVANAGH, « British Conferences and the Political Rhetoric of the 1990's », *Government and Opposition*, 31 (1), winter 1996, p. 44.

¹⁸⁵John STEVENSON, *Op. Cit.*, p. 136.

¹⁸⁶Steve RICHARDS, « The Best Way to Get Tony's Attention Is Stay Successful », *The Guardian*, 10/8/1999, p. 8

permettant ainsi aux Libéraux Démocrates de goûter au pouvoir en Ecosse, alors qu'il disposait d'une majorité très étendue à la Chambre des Communes lui laissant de toute manière une très grande marge de manoeuvre.

Lors de la *Fabian Lecture* qu'il donna en juillet 1995, Blair fit ce qui a parfois été considéré comme une sorte de *coming out* en faveur d'une coalition à long terme avec les Libéraux Démocrates, même si sa déclaration était nettement plus subtile, soutenant que le Labour devait « accueillir la tradition radicale de Centre-gauche en dehors du parti tout en célébrant les réussites de celle-ci en son sein [...] La tâche du Centre-gauche est aujourd'hui de rassembler ces deux forces (*put these two strengths together*) ». Tony Blair, qui considère comme une « erreur historique » la séparation à la fin du XIX^e siècle entre le Labour et le parti Libéral, qui a engendré le mouvement travailliste¹⁸⁷, laissa sans réponse la question de savoir si le Labour pouvait accomplir cette tâche par ses propres forces ou s'il devait le faire grâce à une coalition avec les Libéraux Démocrates. Cette réponse était conditionnée, et continuera à l'être, par la capacité de ces derniers à être une force électorale substantielle; si Blair a courtoisé Ashdown, c'est moins parce qu'il appréciait le personnage (bien qu'il semble cependant incontestable qu'il y ait une certaine amitié entre les deux hommes)¹⁸⁸, que parce que les Libéraux Démocrates étaient une machine électorale somme toute efficace qui pouvait enregistrer de bons résultats au niveau local et européen, ainsi que lors des élections partielles, une machine qui pourrait ainsi lui permettre de marginaliser les Conservateurs de manière durable.

Si les Libéraux Démocrates de Charles Kennedy plongent dans les sondages, la politique de coopération disparaîtra sans doute de l'agenda du Labour, où tout le monde n'y est pas aussi favorable que Tony Blair. Le défi

¹⁸⁷ Donald MACINTYRE, « Conservatism Is Defined as the Enemy Within and Without », *The Independent*, 29/9/1999, p. 8.

¹⁸⁸ - Selon Peter Riddell du *Times*, « M. Ashdown parle avec affection et respect de M. Blair [...] » (Peter RIDDELL, « It Would Be a Folly to Go it Alone », *The Times*, 11/6/1999, p. 14).

- Pour Michael WHITE du *Guardian*, « Blair admire vraiment Ashdown, il le considère comme un chic type et aime travailler avec lui [...] » (« Paddy's Successor », *Westminster Special*, BBC 2, 9/8/1999).

pour Kennedy est donc de construire un avenir pour son parti sur les succès électoraux, et le jeu de *Lib-Labbery* habile, mais incompris au sein du parti et de la base du parti Libéral Démocrate, de Paddy Ashdown.

Le discours d'investiture de Kennedy, ainsi que certaines de ses déclarations précédentes¹⁸⁹, laissent penser qu'il a compris les termes du débat¹⁹⁰ : « *Parties are machines to govern. As such they must change with the time, keep up a dialogue with the nation and win power by working with the grain. They are vessels through which the spirit of the age must flow. Block it and they wither, cut off from the people, reality and the future*¹⁹¹. »

¹⁸⁹ Ainsi dans une interview au *Times* : « vous n'obtiendrez aucune réforme constitutionnelle ou pensée novatrice des Conservateurs de M. Hague. En conséquence, si nous voulons pousser les frontières des réformes constitutionnelles plus en avant, cela veut dire que nous devons avoir une relation coopérative avec le Labour. Cependant, je ne la vois pas aller plus loin dans la seconde moitié de la législature, à un moment où la compétition entre partis s'accroît, de plus, je ne crois pas qu'il existe un énorme appétit au sein des Libéraux Démocrates pour la pousser plus avant. » (James LANDALE, « Lib Dems Look Towards New Horizons », *The Times*, 11/6/1999, p. 14.).

¹⁹⁰ - Steve RICHARDS, « The Best Way to Get Tony's Attention Is Stay Successful », *The Guardian*, 10/8/1999, p. 8.

- Anonyme, « Here Comes Charlie... With a Difficult Balancing Act to Perform », *The Guardian*, 10/8/1999, p. 9.

¹⁹¹ Austin MITCHELL, « Beyond Socialism », *The Political Quarterly*, 58 (4), oct.-dec. 1987, p. 403.